

## Pragmatisme ou cynisme, le duel des géants

Une analyse empirique et théorique des déterminants de l'action politique dans 12 pays de l'Union européenne de 2002 à 2014<sup>1</sup>

Jean-Herman Guay,  
École de politique appliquée,  
Université de Sherbrooke

*La montée des populismes ramène à l'avant-plan une question souvent négligée: la colère politique pousse-t-elle à l'action ou à l'inaction? Plus fondamentalement, nous cherchons ici à savoir si la propension à l'engagement politique est plus grande lorsqu'elle s'adosse au cynisme ou, au contraire, lorsqu'elle s'adosse au pragmatisme. L'analyse est menée sur deux fronts, l'un empirique, l'autre théorique. Dans le premier cas, l'European Social Survey (ESS) sert de corpus, avec plus de 100 000 répondants, répartis dans 12 pays, sur une période de 12 ans. L'analyse théorique s'appuie sur les réflexions de William James et de John Dewey, deux fondateurs du pragmatisme moderne. Ce double effort tend à corroborer l'approche pragmatique, à disqualifier radicalement l'approche cynique et, par ricochet, à s'interroger sur le rôle la colère citoyenne comme levier pour l'action.*

La victoire de Donald Trump au scrutin présidentiel américain de 2016 a été de l'avis de tous les observateurs le résultat d'une colère, d'un ras-le-bol. Un chiffre frappe: 68 % des Américains se disent choqués au moins une fois par jour à propos de la société (Esquire/NBC, 2016). Parodiant la phrase emblématique de la Constitution américaine, certains ont même lancé: «We the People are pissed» (nous, le peuple, sommes écoeurés) (Trudel, 2016). En Autriche, en France, au Royaume-Uni, en Grèce, aux

---

<sup>1</sup> Une version préliminaire de ce texte a fait l'objet d'une communication scientifique dans le cadre du Colloque organisée par Allison Marchildon, intitulé *L'éthique appliquée : une discipline engagée*, 21 octobre 2016, Université de Sherbrooke. Une version un peu plus courte est parue dans la Revue internationale d'éthique publique, 2017.

Pays-Bas, voire en Islande, des phénomènes semblables sont visibles, laissant croire qu'une colère généralisée traverse les sociétés démocratiques.

Cette montée des humeurs antisystèmes –à gauche comme à droite– remet sur la table un problème qu'on parvient difficilement à résoudre: un individu porteur d'une colère est-il davantage un agent de changements qu'un individu porteur d'un discours modéré? La colère à l'endroit du système est-elle propice à l'action ou, au contraire, à l'inaction? D'une manière prospective, faut-il anticiper que ces montées de la colère citoyenne enclencheront des changements réels quant au système de gouvernance?

Cette réflexion n'est pas inédite. Longtemps, les mouvements populaires ont été associés à l'irruption d'émotions dangereuses, tout autant chez Gustave LeBon que chez Herbert Blumer et Eric Hoffer. En 1970, Ted Gurr, dans son ouvrage *Why Men Rebel*, explique que la violence découle d'une tension entre les aspirations et les moyens dont dispose l'individu. Avec *The Managed Heart*, publié en 1983, Arlie Russel Hochschild réintroduit les émotions en montrant leur dualité. Depuis presque trente ans, les travaux de James Jasper, en particulier *The Art of Moral Protest* (1997), ont servi de références en démontrant combien la colère sert de carburant à la protestation.

Les phénomènes actuels remettent cependant en question ce paradigme. Premièrement, la colère actuelle se combine manifestement à un cynisme prononcé (Cappella et Jamieson, 1997). Or, selon Jasper, le cynisme a pour effet de décourager «le goût d'agir parce qu'il condamne l'espoir de changement» (Jasper, 1998: 406). Colère et cynisme auraient donc des effets contradictoires, s'annulant peut-être. Alors que la colère ne serait que plus vive, des espaces citoyens sont concrètement confrontés à une «crise du militantisme» (Rey, 2006, Pfister, 1990).

La seconde difficulté renvoie à la généralisation de la colère, sa quasi banalisation. Elle ne serait plus seulement l'affaire d'activistes, elle serait partagée par le citoyen *lambda*, autrefois pragmatique dans ses choix, gradualiste dans sa volonté de changement, et généralement respectueux des institutions. La montée des forces extrémistes en serait une preuve, mais, dans la mesure où celle-ci se conjugue avec une baisse de la participation électorale et une montée de l'individualisme, la problématique quant à la nature équivoque du phénomène de la colère citoyenne sur l'action sociale n'en serait qu'accrue. D'une manière ou d'une autre, ces éléments de problématique peuvent être ramenés à une opposition qu'on résume simplement ainsi: entre le cynisme et le pragmatisme, lequel des deux est le plus susceptible de nourrir le goût d'agir dans l'espace publique?

Cette opposition déborde largement du contexte politique. Au sein des organisations et des entreprises, dans les lieux de travail comme les espaces communautaires, les individus qui portent un discours cynique –où tout est «pourri»– sont-ils les véritables artisans du changement? Le cynisme conduit-il à l'engagement ou au décrochage, voire à la démission. Presque intimement, chacun peut se demander jusqu'où le mécontentement doit aller pour qu'il agisse, y compris dans ses rapports interpersonnels. À des échelles différentes –macro, méso ou micro–, le même questionnement s'impose.

Notre réflexion se divise en trois temps. Nous présenterons d'abord les différents axes qui structurent la colère généralisée. Nous procéderons ensuite à une investigation empirique cherchant à vérifier «qui a raison» des pragmatiques ou des cyniques en s'appuyant sur une série d'enquêtes qui visent des ensembles populationnels. Pour finir, nous reviendrons sur des éléments théoriques en puisant dans les écrits de William James et John Dewey des pistes de réflexion pour aller plus loin.

## Les axes de la colère

Expliquer la colère, comme toutes les émotions, pose une série de difficultés épistémologiques (Jasper, 2000: 80). Au-delà de l'évocation, le phénomène semble largement opaque. Empiriquement, on peut le repérer dans des études de cas, mais dès qu'il s'agit de l'étudier auprès de l'ensemble de la population, les problèmes méthodologiques sont décuplés. En acceptant qu'il faut procéder par des enquêtes d'opinions, il faille aussi accepter que les phénomènes émotifs soient traduits cognitivement en des indicateurs qui masquent, en partie du moins, leur nature réelle.

En reconnaissant le caractère limité de l'exercice, on peut imaginer deux axes. Il y aurait l'axe qui permet de graduer le *niveau de satisfaction* à l'endroit d'une situation. Il s'agirait d'une évaluation subjective fondée sur des attentes. Utilisons à nouveau le cas de Trump. Quelle fut la base de son discours sinon la description catastrophiste du réel? L'économie américaine? «disaster»! L'immigration? «disaster»! La politique étrangère? «disaster»! L'obamacare? «disaster»! D'une manière évidente, Trump se fait le porte-parole des insatisfaits. On reprend ici l'esprit de la définition de Richard L. Oliver (1997) associant la satisfaction à un affect positif qui renvoie lui-même à un "pleasurable fulfillment". L'analyse qualitative faite par Richard Balme (2003), Jean-Louis Marie et Olivier Rozenberg intitulée *Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique: intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique* montre que la satisfaction ou l'évaluation de la performance est souvent lacunaire. Les citoyens ont des difficultés à répondre à la question «qu'ont fait

les gouvernements?» (Balme, 2003: 441). Les auteurs ajoutent: «à défaut de prendre la mesure précise de l'efficacité d'une politique, le jugement s'adosse à un préjugé relatif à ses bénéficiaires». Souvent c'est le constat d'un échec, d'une lassitude: «on a déjà tout essayé» (442). Ils notent aussi des dispositifs cognitifs marqués par le scepticisme et le désabusement, mais aussi une «heuristique de disponibilité» fondée sur la mobilisation d'éléments personnels ou répétés en boucle dans les médias.

Le deuxième axe permettrait de graduer le *niveau de confiance* à l'endroit des décideurs. Plus que le résultat, c'est le processus décisionnel qui est visé par la méfiance/confiance, pointé du doigt pour sa tromperie, son opacité, ses jeux de coulisses et ses scandales. Nombreux sont ceux qui ont souligné l'existence d'un trait commun entre Trump et le candidat démocrate de gauche, Bernie Sanders: une colère contre les élites de New York ou Washington.

Dans la littérature, la notion de confiance a été l'objet de plusieurs définitions, rapportées avec une certaine exhaustivité par Morgan (2015). Malgré cette polysémie, la notion de confiance, au cœur de la théorie du capital social (Putnam, 1993), semble reposer des propriétés convergentes. Pour Warren (1999) la confiance est une «absence de malice». Dans le domaine du commerce, c'est de recevoir un produit ou un service d'une «manière prévisible» (Foa et Foa, 1976). Dans tous les cas, la confiance contribue à maintenir et légitimer le lien social. Ici aussi, l'analyse de Balme, Marie et Rozenberg est utile: «Les hommes politiques sont unanimement et massivement rejetés» (Balme, Marie et Rozenberg, 2003: 446). Ils sont vus comme «corrompus», ne «pensent qu'au pouvoir» «se battent entre eux et ne «respectent pas leurs promesses». C'est le processus même qui serait vicié par le jeu politique (Cappella et Jamieson, 1997).

Le croisement de ces deux premiers axes permet de construire une typologie. Un individu cynique serait très insatisfait du résultat et très méfiant à l'endroit du processus. Sur la représentation cartésienne de gauche, il occuperait la zone définie par le troisième quadrant.

Un agent de changement pragmatique serait lui aussi insatisfait de l'état des choses, mais serait par contre confiant à l'endroit des processus (quadrant II). Son action viserait à améliorer les résultats sans remettre en question le processus lui-même. Son insatisfaction ne basculerait pas dans la colère, ou sa colère ne viserait pas le processus. De l'autre côté, on retrouverait les gens satisfaits (quadrants I et IV) peu enclins à changer les choses. Ceux-ci seraient moins engagés que les autres à l'action collective: «à quoi bon? ça va!» Suivant cette logique, une part de plus en plus importante de l'opinion publique se déplacerait du quadrant I au quadrant III.

**Schéma 1 : représentation des deux premiers axes et du troisième**



Un troisième axe s'ajouterait, qu'on a représenté à droite, en vue de constituer un espace découpé en 8 zones. Il s'agirait de l'axe qui oppose les gens intéressés et les gens désintéressés par un dossier particulier ou par la chose publique en général. Dans un cas, le cynisme s'adosserait à une connaissance, dans le second fort peu. Dans la représentation cartésienne de droite, on pourrait ainsi distinguer la zone avant du quadrant III et la zone arrière. On aurait des équivalents pour les trois autres quadrants.

L'actualité politique peut là aussi être utile. À propos de l'électorat de Trump, plusieurs analystes ont souligné qu'il était constitué de néophytes de la politique, des gens rarement intéressés par la chose publique. Les enquêtes d'opinion ont également montré que son électorat était nettement moins scolarisé que celui d'Hillary Clinton. Trump a d'ailleurs déclaré: «J'adore les gens peu instruits» (Washington Post, 24 février 2016). En France, on a relevé que l'électorat du Front national était moins scolarisé (Tourret, 2015). L'insatisfaction et la méfiance se nourriraient donc d'une compréhension limitée de la vie politique, économique et sociale. Ces phénomènes ne seraient pas étranger à la montée des médias sociaux ni à la tendance post-factuelle (Viner, 2016). Le désintérêt des affaires publiques permettrait aux partis radicaux de multiplier les hyperboles auprès de leur électorat, peu enclin à vérifier ce qui est avancé par les tribuns populistes. Au Royaume-Uni par exemple, plusieurs analystes ont estimé que la campagne du «Remain» (anti-Brexit) avait échoué parce qu'elle relevait trop des chiffres, des faits ou des données concrètes. «[...] des faits, des faits, des faits. Ça ne fonctionne pas, c'est tout! C'est par les émotions que vous devez toucher les gens.» (Le Devoir, 18 juillet 2016). Balme, Marie et Rozenberg notent que le «recul de la confiance résulterait essentiellement dans cette perspective d'une baisse de la connaissance politique, elle-même produite par une perte d'intérêt pour la politique» (Balme, 2003: 437).

Notre question de recherche se précise: dans lequel des quadrants trouve-t-on la plus grande densité de gens portés à agir dans l'espace public? On obtient ainsi huit profils.

**Tableau 1 : caractéristiques des différents profils**

Profils	Niveau de satisfaction	Niveau de confiance	Niveau d'intérêt
p1	Insatisfait	Méfiant	Pas intéressé
p2	Insatisfait	Méfiant	Intéressé
p3	Insatisfait	Confiant	Pas intéressé
p4	Insatisfait	Confiant	Intéressé
p5	Satisfait	Méfiant	Pas intéressé
p6	Satisfait	Méfiant	Intéressé
p7	Satisfait	Confiant	Pas intéressé
p8	Satisfait	Confiant	Intéressé

Pour fournir des éléments de réponses, il convient d'adopter une approche empirique reconnaissant d'emblée que les comportements réels n'auront évidemment rien de la clarté théorique posée jusqu'ici. Concrètement, il faut comparer le niveau d'activité des différents profils et mesurer si le niveau d'activité d'un groupe caractérisé dépasse le niveau d'activité d'un groupe caractérisé différemment. Soyons plus précis en formulant quatre hypothèses réfutables selon la logique poppérienne.

La première hypothèse (H1), celle de l'intérêt, peut être formulée ainsi: les gens plus intéressés –qu'ils soient cyniques ou pragmatiques– devraient montrer un plus haut niveau d'activité que les gens peu intéressés par la chose publique. Il y aurait des attentes dans quatre relations mettant en jeu les huit profils.

$$\mathbf{p2 > p1, p4 > p3, p6 > p5, p8 > p7}$$

La deuxième hypothèse (H2) est celle de la satisfaction. L'attente devrait être celle-ci: les insatisfaits devraient être plus actifs que les satisfaits. Cela devrait être présent peu importe le niveau de confiance, et peu importe le niveau d'intérêt. De là, les quatre comparaisons suivantes.

$$\mathbf{p1 > p5, p2 > p6, p3 > p7, p4 > p8}$$

Reste les deux dernières hypothèses, indéniablement les plus intéressantes. L'hypothèse pragmatique (H3) poserait que la propension à agir est plus grande quand la confiance l'emporte sur la méfiance. Selon celle-ci, la méfiance engendre plutôt un repli sur soi. Dit autrement, pourquoi sortir de chez soi pour participer à des discussions collectives si ceux à qui les voix citoyennes sont destinées n'écoutent rien?

**p3 > p1, p4 > p2, p7 > p5, p8 > p6**

Enfin, l'hypothèse cynique (H4) pose la combinaison inverse. La confiance dans les institutions conduirait à un abandon des décisions à ces seules institutions. Si les processus décisionnels sont adéquats, pourquoi donc agir?

**p1 > p3, p2 > p4, p6 > p8, p5 > p7**

## Une investigation empirique

La littérature scientifique offre une lecture parcellaire du casse-tête. Si certaines études ont scruté le lien entre les médias et le cynisme (Cappella et Jamieson, 1997; Norris, 2000) et certaines la relation entre le suivi des médias et l'intérêt pour la politique (Strömbäck, Shehata, 2010), si d'autres ont travaillé le lien entre le vote et les autres actions politiques (Guay, Desbiens et Dostie-Goulet, 2013), si des chercheurs ont corroboré la relation entre le vote et la confiance (Sances, Stewart, 2015) et d'autres encore le lien entre la satisfaction et la confiance (NAJJAR, ZAIEM, 2011), personne ne semble avoir travaillé conjointement les liens entre la confiance, la satisfaction et l'intérêt en vue de cerner la combinaison la plus susceptible d'accroître l'action civique et politique, du moins à l'échelle de la population mondiale, et par opposition à des groupes militants (Jasper, 1998, 2011).

Pour vérifier toutes les relations des différentes hypothèses, l'*European Social Survey* (ESS) offre de nombreuses possibilités. Au-delà de la qualité du protocole méthodologique, de la taille des échantillons et de leur représentativité, le questionnaire de l'ESS contient des questions qui renvoient à la satisfaction, la confiance, l'intérêt et l'action. Pour les répondants, ce sont d'ailleurs ces termes qui sont utilisés explicitement dans le libellé des questions, réduisant du même coup le biais interprétatif.

L'autre avantage de l'ESS réside dans le fait que les enquêtes ont été réalisées dans des contextes relativement différents. On a conservé tous les indicateurs qui étaient chaque

fois présents dans les questionnaires des 12 pays retenus. On a mis de côté, les indicateurs qui visent l'Union européenne ou l'Organisation des Nations-Unies estimant que ces lieux de gouvernance avaient un caractère plus abstrait. Si, au terme de l'analyse, les hypothèses sont validées dans plusieurs pays et à plusieurs moments, c'est que les corrélations étudiées transcendent, en partie du moins, les conjonctures, les régimes et les systèmes partisans spécifiques.

Pour être exhaustif et systématique, seuls les pays ayant participé aux sept dernières vagues (2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2012 et 2014) ont été retenus. Compte tenu des différences historiques, les pays ayant autrefois appartenu au bloc soviétique ont été mis de côté. Les répondants de 12 pays ont donc été pris en compte: l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Après l'élimination de la non-réponse, soit parce que les répondants n'avaient pas le droit de vote au moment de l'enquête, soit parce qu'ils n'avaient pas répondu à l'une des questions visées par notre analyse, l'échantillon final est de 134 452 répondants. Au total, c'est 84 échantillons de plus de 1000 répondants, sauf deux exceptions, qui sont analysés ici.

Le tableau 2 montre le processus de filtrage des observations et la taille finale des échantillons. Le tableau 3 indique le nombre final de répondants par pays et par année.

**Tableau 2: échantillons par pays**

Pays	n initial	n final
Allemagne	20 490	16 829
Belgique	12 577	10 494
Danemark	10 836	9 161
Espagne	13 543	10 124
Finlande	14 275	12 319
France	12 981	10 849
Pays-Bas	13 505	11 537
Norvège	11 703	10 259
Portugal	13 718	10 724
Roy.-Uni	15 667	13 193
Suède	12 839	10 257
Suisse	12 335	8 706



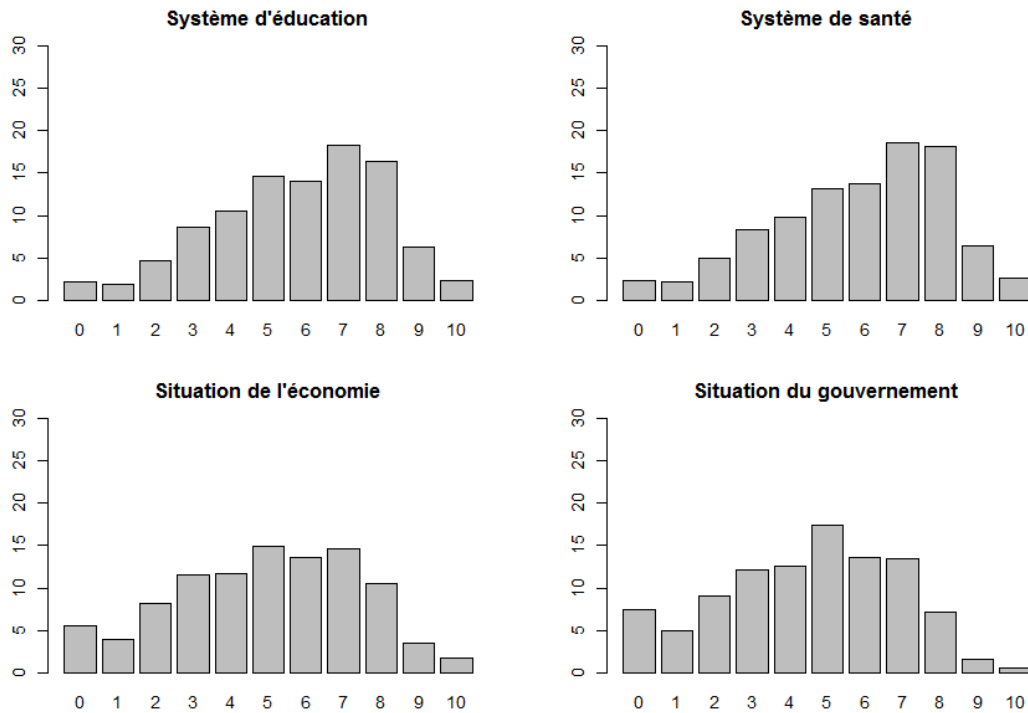
**Tableau 3 : échantillons finaux par pays et par année**

	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014
Allemagne	2421	2261	2370	2254	2468	2433	2622
Belgique	1375	1517	1474	1505	1490	1592	1541
Danemark	1267	1193	1296	1387	1353	1396	1269
Espagne	1170	1249	1356	1855	1461	1619	1414
Finlande	1672	1755	1650	1845	1617	1970	1810
France	1205	1490	1630	1735	1477	1709	1603
Norvège	1880	1546	1556	1329	1324	1380	1244
Pays-Bas	2014	1551	1572	1535	1588	1637	1640
Portugal	1168	1638	1690	1750	1664	1774	1040
Roy. -Uni	1777	1590	2021	2027	1956	1881	1941
Suède	1591	1566	1419	1454	1224	1560	1443
Suisse	1454	1558	1265	1289	1018	1107	1015

Sur le premier axe, l'**insatisfaction/satisfaction**, on a retenu quatre indicateurs: la satisfaction à l'endroit du système d'éducation, celle relative au système de santé, puis la satisfaction à l'endroit de l'économie et du gouvernement<sup>2</sup>. Pour les quatre indicateurs, l'échelle de valeurs proposée est identique, faite de 11 catégories: 0 «aucune satisfaction» jusqu'à 10, «complète satisfaction». L'examen des résultats globaux montre que le système de santé et le système d'éducation suscitent une satisfaction plus grande que le gouvernement et l'économie.

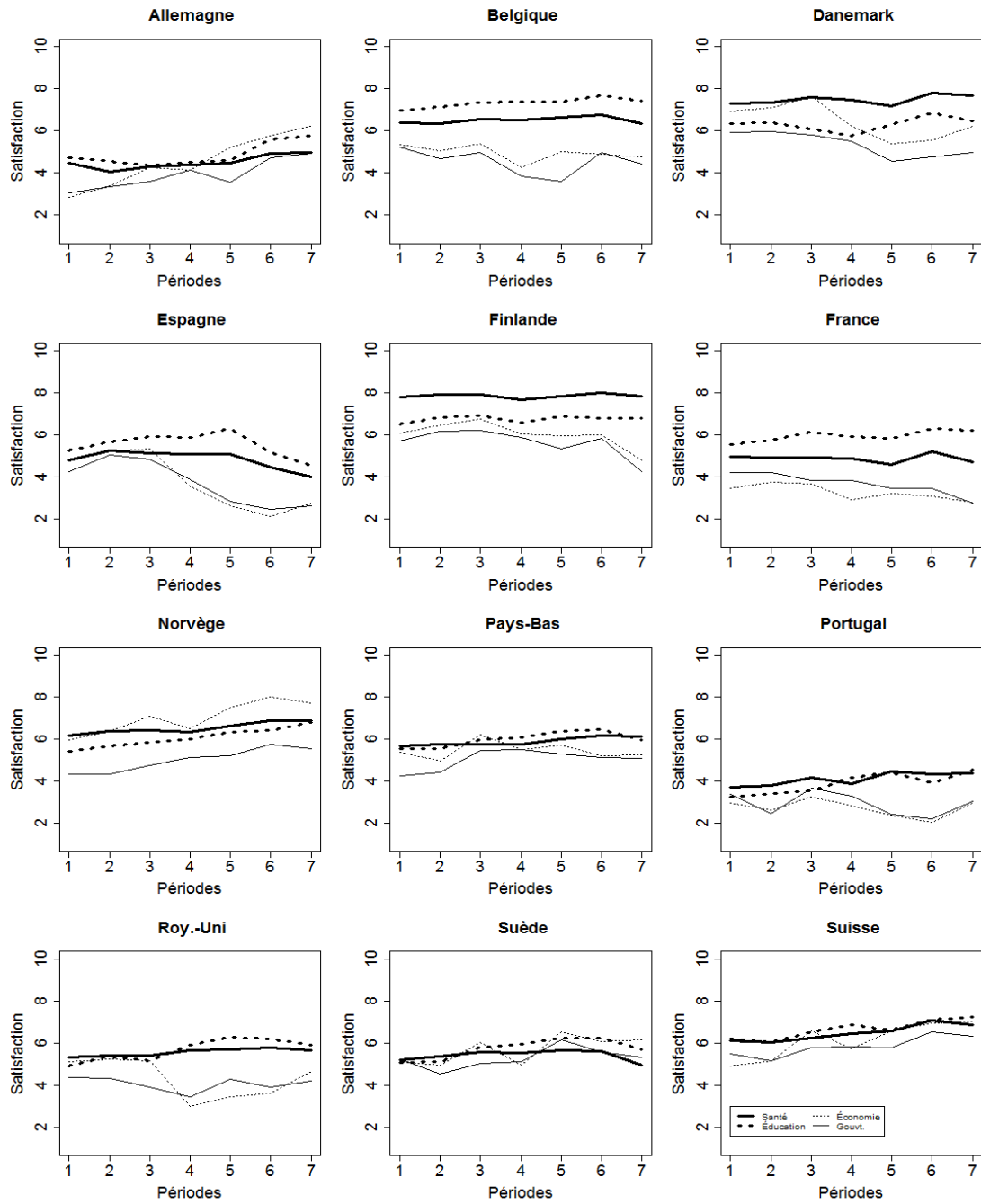
<sup>2</sup> Libellé de la question (questionnaire dédié à la France): «Dans l'ensemble, êtes-vous satisfait ou insatisfait de l'état actuel de l'économie française», «Et maintenant, en pensant au gouvernement français, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de son travail ?», «[...] dites-moi ce que vous pensez en général de l'état du système éducatif en France de nos jours», «[...] dites-moi ce que vous pensez en général de l'état du système de santé en France de nos jours ?» Le choix de réponses était formulé ainsi: «Utilisez cette carte s'il vous plaît où 0 signifie que vous n'êtes pas du tout satisfait, 10 signifie que vous êtes tout à fait satisfait. »

**Graphique 1 : distribution des différents indicateurs de la satisfaction pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



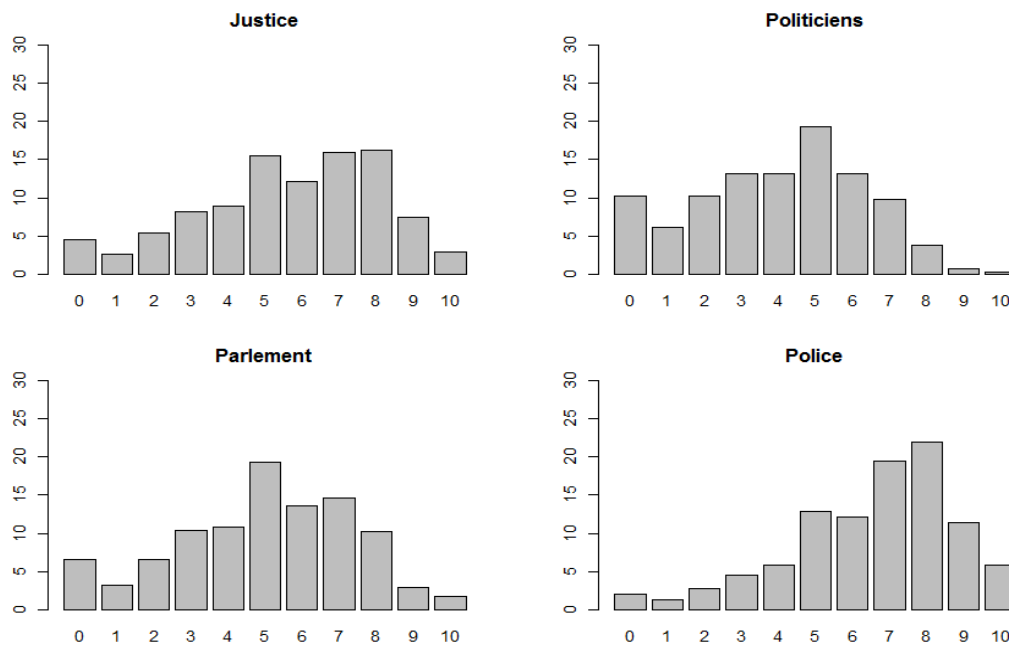
Entre les douze pays et à travers le sept années d'enquête, on remarque des variations importantes. En Suisse, en Suède, et même aux Pays-Bas, les niveaux de satisfactions sont très similaires, contrairement à la Belgique, au Danemark ou à la France. En Allemagne et en Suisse, il semble y avoir croissance quant à la satisfaction, alors qu'en Espagne les dernières années sont marquées par un fléchissement très net. Sans aller plus dans le détail, il y a une indéniable variété de situations.

**Graphique 2 : variations des quatre indicateurs de la satisfaction par pays**



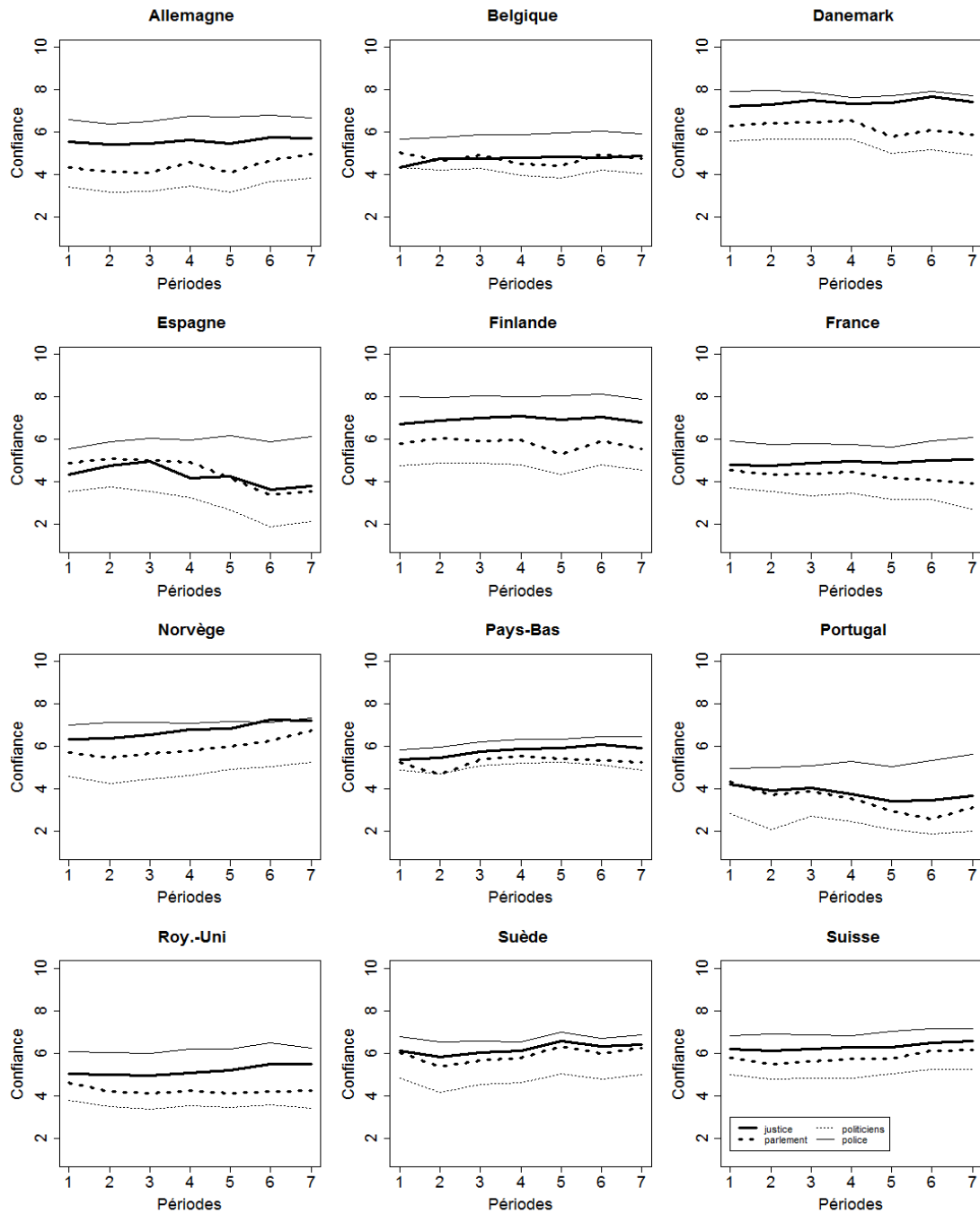
Pour travailler le deuxième axe, celui de la **méfiance/confiance** dans les institutions, l'ESS fournit quatre questions particulièrement pertinentes: la confiance dans la justice, la confiance dans les politiciens, la confiance dans le parlement et, enfin, la confiance dans la police<sup>3</sup>. Dans les quatre cas, l'échelle de valeurs proposée est identique, faite de 11 catégories: 0 «aucune confiance» jusqu'à 10, soit la «confiance complète». Sans surprise, les politiciens et les parlements sont les mal-aimés.

**Graphique 3 : distribution des différents indicateurs de la confiance pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



<sup>3</sup> Libellé de la question (questionnaire dédié à la France): «En utilisant cette carte, dites-moi sur une échelle de 0 à 10, quelle confiance vous faites, personnellement, à chacune de ces institutions. 0 signifie «pas du tout confiance», 10 signifie «complètement confiance». Le libellé des items était pour la France: la «justice», les «hommes politiques», l'«Assemblée nationale» et la «police».

Graphique 4 : variations des quatre indicateurs de la confiance par pays



Quand on analyse les niveaux de confiance par pays et par année, on peut constater des similitudes. L'ordre des courbes est pratiquement toujours le même au fil des années. On remarque aussi de faibles fluctuations dans le temps, sauf pour l'Espagne, marquée par un affaissement des niveaux de confiance depuis quelques années. Il existe cependant plusieurs différences. Aux Pays-Bas, les niveaux de confiance sont analogues pour les quatre institutions. Inversement, l'Allemagne, la Finlande et la Suisse présentent des niveaux de confiance très démarqués. La France offre une certaine singularité: la confiance à l'endroit du système de justice et du système de police n'a guère changé, sinon augmenté légèrement, alors que le parlement et les politiciens ont indéniablement perdu des points. Enfin, on remarque que dans certains pays le niveau de confiance –toutes institutions confondues– est relativement bas; c'est le cas au Portugal, une situation très différente de la Finlande ou de la Suisse. Bref, au-delà de certaines similitudes, on constate à nouveau une très grande variété de situations.

Entre les quatre indicateurs de la méfiance/confiance, il existe des corrélations positives. Les personnes qui sont méfiantes envers le parlement, le sont aussi à l'endroit des politiciens.

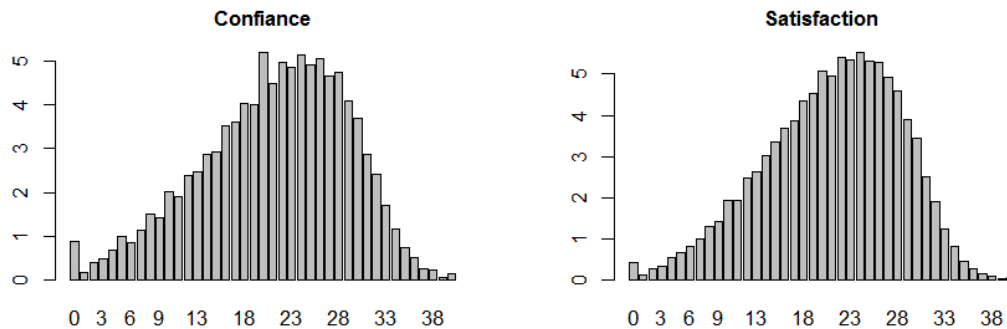
**Tableau 4 : corrélations entre les différents indicateurs de la confiance et de la satisfaction pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**

	justice	politiciens	parlement	police	éducation	santé	économie	gvt.
justice	1,00	0,57	0,61	0,63	0,38	0,32	0,44	0,44
politiciens		1,00	0,72	0,45	0,40	0,36	0,49	0,59
parlement			1,00	0,45	0,36	0,33	0,48	0,58
police				1,00	0,35	0,30	0,34	0,36
éducation					1,00	0,51	0,42	0,40
santé						1,00	0,36	0,38
économie							1,00	0,62
gvt.								1,00

Pour aller de l'avant, les quatre indicateurs de la méfiance/confiance ont été additionnés en vue de construire un indicateur synthétique de la confiance. On a

procédé de la même manière avec les indicateurs de la satisfaction. On obtient ainsi deux distributions qui empruntent les formes d'une courbe normale.

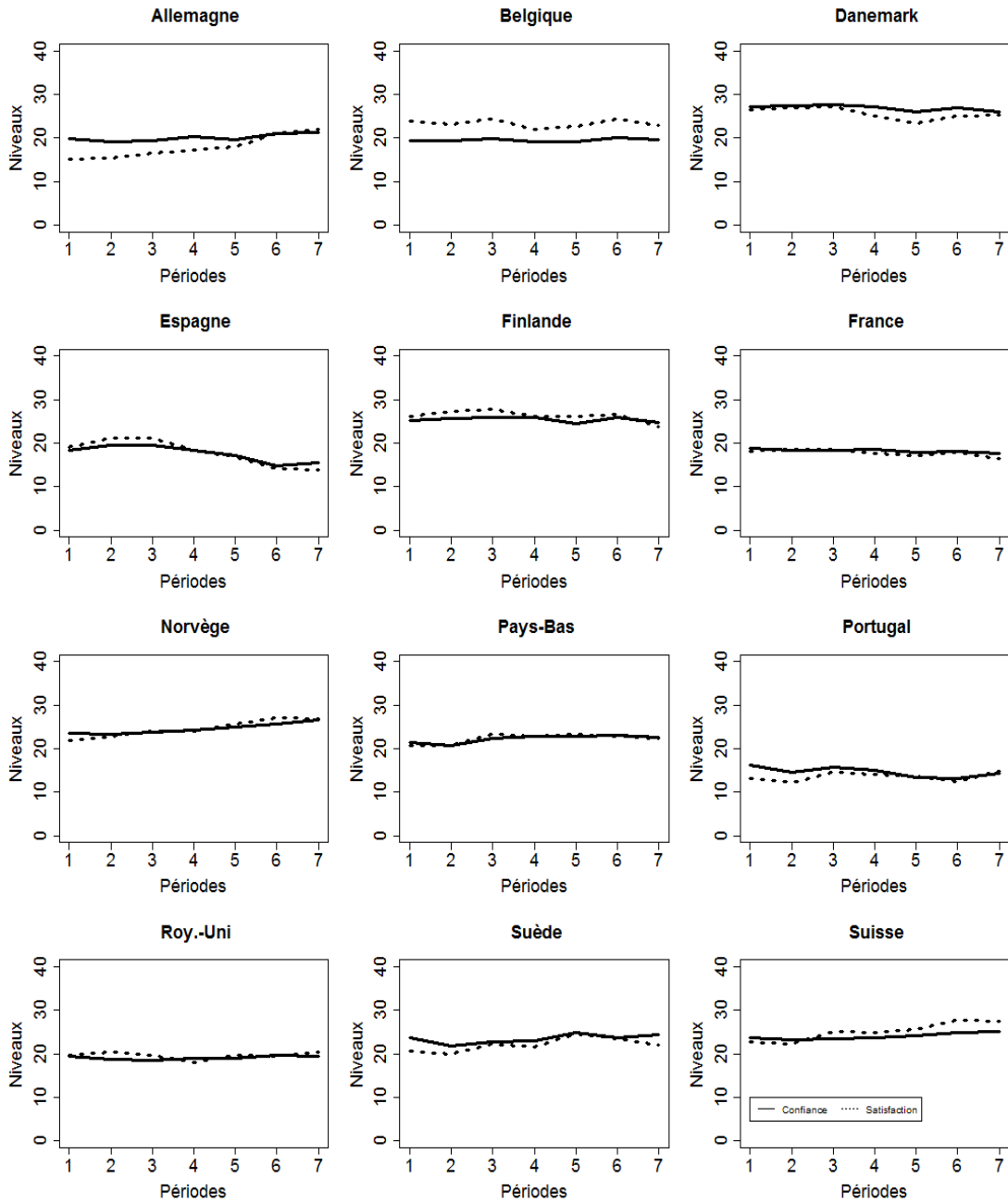
**Graphique 5 : distribution des deux indicateurs synthétiques, celui de la confiance et celui de la satisfaction pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



On pourrait croire que les méfiants sont nécessairement des gens insatisfaits, tout comme les gens confiants sont nécessairement satisfaits. Or ce n'est pas le cas. Malgré une corrélation positive entre les deux ensembles, il y a beaucoup de gens confiants qui sont insatisfaits, de même que l'inverse. Ces discordances représentent entre le quart et le tiers des répondants; les autres étant concordants. Les deux phénomènes, bien que voisins, ne relèvent donc pas de la même logique dans la mesure où la satisfaction renvoie davantage au résultat et la confiance davantage au processus. Selon les standards statistiques généralement admis, les deux phénomènes ne sont d'ailleurs pas considérés comme endogènes puisque toutes les corrélations sauf une restent inférieures à 0,7 (Pétry, Gélinau, 2009: 120).

Enfin, l'analyse ultérieure apportera la preuve que l'insatisfaction et la méfiance ont des effets opposés par rapport à l'action.

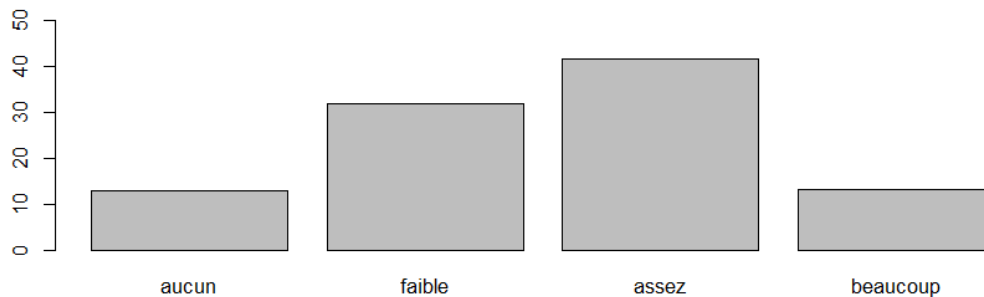
**Graphique 6 : variations deux indicateurs synthétiques par pays**





Le troisième axe, l'**intérêt**, renvoie à la question suivante de l'ESS: «Sur une échelle de 1 à 4, graduez votre intérêt pour la chose politique.»<sup>4</sup> Relativement aux autres axes, cette variable pose un problème de validité, d'abord parce qu'elle est construite sur un seul indicateur. On ignore aussi si cet intérêt est empiriquement lié à une connaissance réelle ou substantielle de la vie politique, puisqu'il n'y a aucune question qui se rapporte explicitement aux connaissances civiques des répondants. En d'autres termes, on présume une corrélation –à la limite bidirectionnelle– entre la connaissance et l'intérêt. La littérature nous fournit cependant un appui précieux puisque ce lien est solidement établi (Strömbäck, Shehata, 2015; Reichert, 2016; Nir 2012).

**Graphique 7 : distribution en % de l'intérêt pour la politique pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



Enfin, pour mesurer l'**action** socio-politique des individus, on s'appuie sur les sept indicateurs de l'ESS<sup>5</sup>. D'abord, et bien évidemment, la participation au vote lors des dernières élections législatives. Puis, et c'est ce qui comptera pour beaucoup, six autres types d'actions qui auraient été posées au cours des 12 derniers mois: la participation à une manifestation, la signature d'une pétition pendant la même période, le boycott d'un

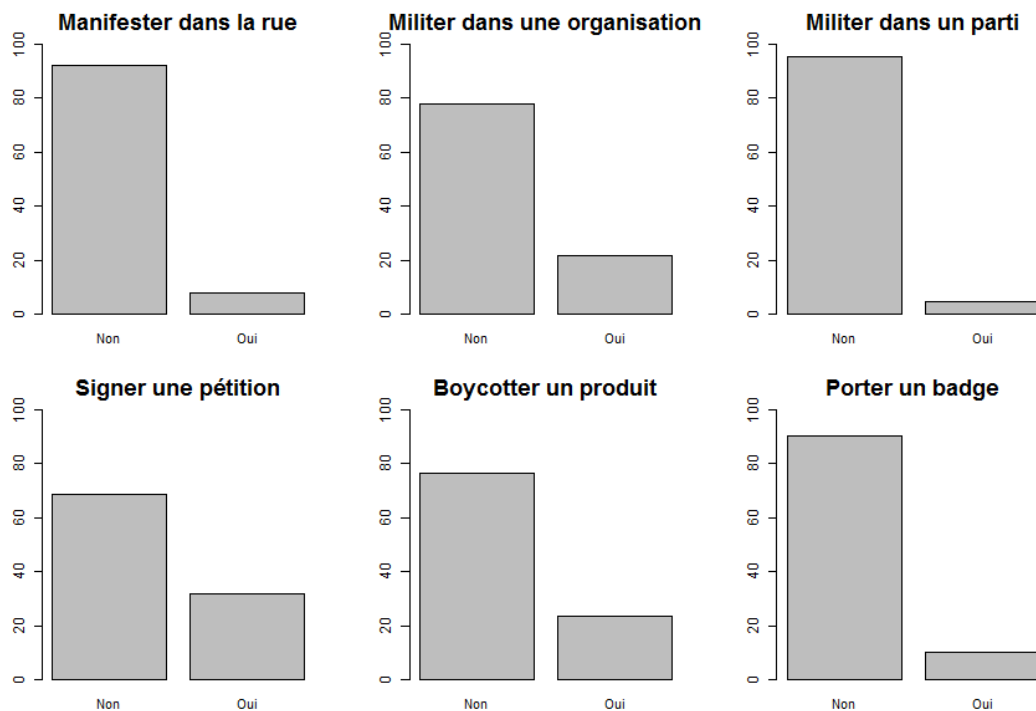
---

<sup>4</sup> Libellé de la question (questionnaire dédié à la France): «Vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la politique ?»

<sup>5</sup> Libellé de la question (questionnaire dédié à la France): «Il existe différents moyens pour essayer d'améliorer les choses en France ou pour empêcher que les choses n'aillent mal. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes ? Avez-vous... ?». Les items étaient formulés ainsi: «...contacté un homme ou une femme politique, un élu ou une élue au niveau national ou local?», «...milité dans un parti politique ou un groupe engagé politiquement? », «...milité au sein d'une autre organisation ou association?», «...porté un badge ou affiché un auto-collant pour faire campagne pour une cause?», «...signé une pétition?», «...pris part à une manifestation autorisée», «...boycotté, c'est-à-dire refusé d'acheter, certains produits?». Les choix de réponse étaient: oui, non, ne sait pas.

produit, la militance pour un parti politique ou un groupe d'action, la militance dans une autre organisation et, enfin, le port d'un badge ou d'un macaron. Les résultats globaux indiquent clairement que, sauf le vote qui atteint en moyenne 80%, la participation pour les six autres types d'activité ne touche pas une majorité de personnes.

**Graphique 8 : distribution de six des sept indicateurs du niveau d'actions politiques pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



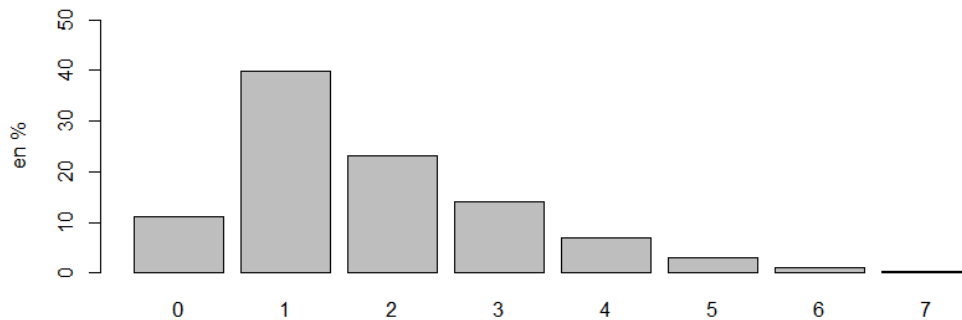
Entre ces indicateurs relatifs à l'action, il existe des corrélations positives. Les personnes qui participent à des manifestations ont tendance à boycotter des produits et militer dans des partis ou des organisations de la société civile. Évidemment, avec le vote, les corrélations sont plus faibles, mais néanmoins chaque fois positives et significatives. Ces résultats correspondent à ce que la littérature atteste largement (Blais et Loewen, 2011; Guay, Desbiens, Dostie-Goulet, 2014).

**Tableau 5 : corrélations entre les différents indicateurs de l'action**

	vote	manifestation	militer org.	militer parti	pétition	boycott	badge
vote	1,00	0,05	0,12	0,07	0,09	0,07	0,06
manifestation	0,05	1,00	0,15	0,20	0,25	0,15	0,26
militer org.	0,12	0,15	1,00	0,24	0,21	0,17	0,24
militer parti	0,07	0,20	0,24	1,00	0,14	0,09	0,24
pétition	0,09	0,25	0,21	0,14	1,00	0,29	0,23
boycott	0,07	0,15	0,17	0,09	0,29	1,00	0,17
badge	0,06	0,26	0,24	0,24	0,23	0,17	1,00

Pour avoir un indicateur synthétique de l'action, on a aussi procédé à une addition, en donnant aux sept indicateurs le même poids. Dans l'ensemble, la plupart des individus n'ont posé qu'une action citoyenne, soit le vote évidemment. Les individus qui ont posé deux, trois ou quatre types d'action, voire plus encore, sont donc des gens très actifs. Enfin, les individus qui ont les valeurs 5, 6 et 7 correspondent probablement à des militants.

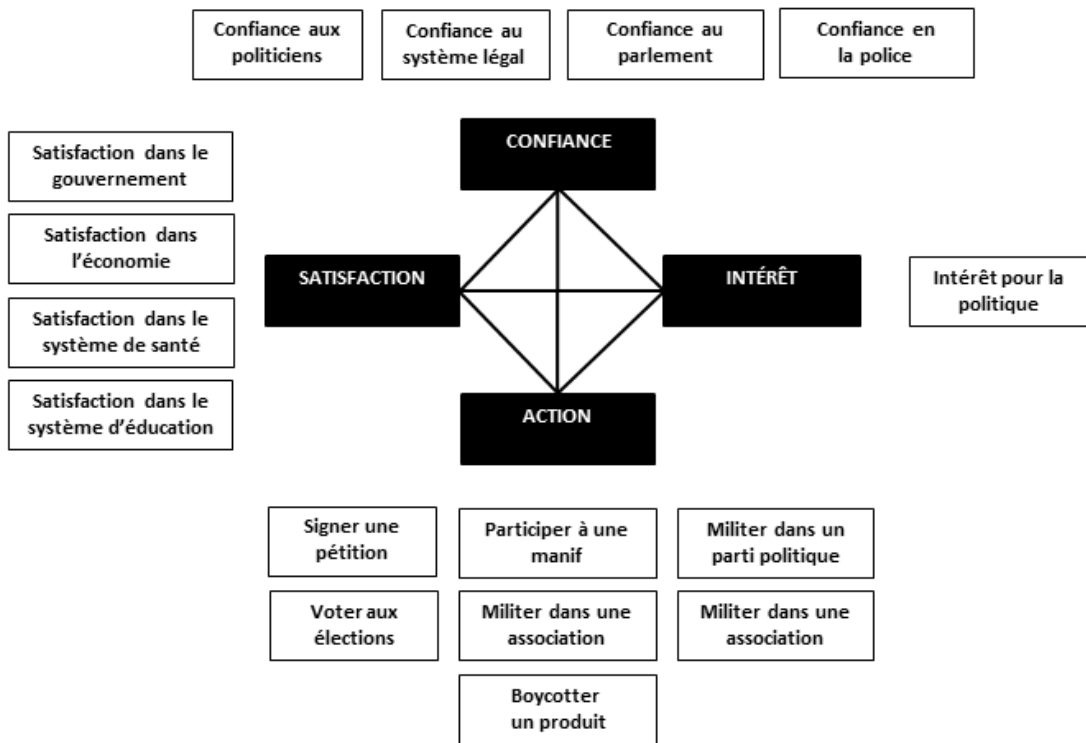
**Graphique 9 : distribution en % du nombre d'actions politiques et sociales pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



L'une des difficultés de l'analyse vient manifestement de la faible dispersion du niveau d'activité puisque la grande majorité des répondants est concentrée dans la zone du 0, 1, 2 et 3. On aura donc en tête qu'une comparaison des moyennes de deux profils, un premier à 1 et un second à 1,5 par exemple, indique une différence de 50% quant au niveau d'activités, ce qui est loin d'être négligeable.

Le schéma suivant résume comment chacun des 16 indicateurs utilisés est lié à l'une ou l'autre des dimensions de la problématique.

**Schéma 2 : les 16 indicateurs et les 4 variables de l'analyse**

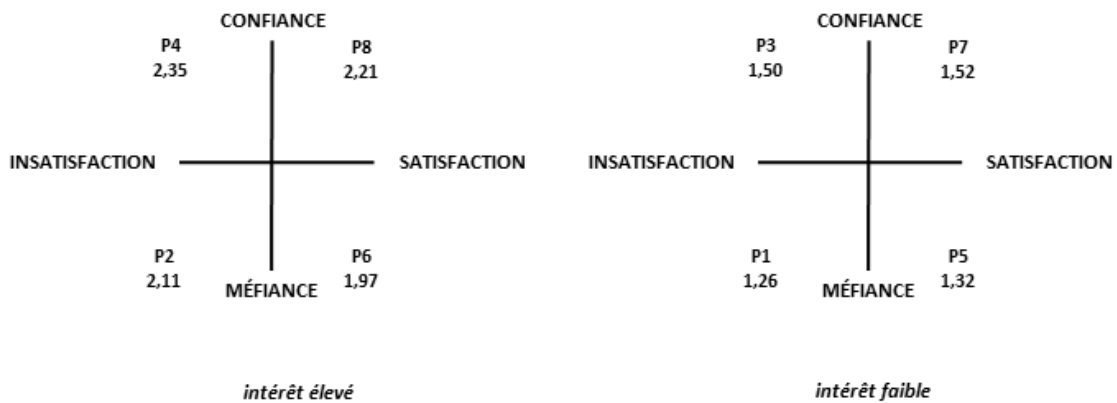


Pour vérifier les quatre hypothèses, procédons d'abord d'une manière descriptive, en découpant les distributions de la confiance, de la satisfaction et de l'intérêt en deux groupes équivalents selon la médiane. Les méfiants auraient ainsi un niveau de confiance inférieur à la médiane; les confiants, un niveau supérieur à la médiane. Il en irait de même pour la satisfaction et pour l'intérêt. Nos huit profils sont ainsi

reconstruits empiriquement et simplement. Quelle est donc la moyenne d'activités dans chacun des cas?

Examinons l'ensemble des répondants –les échantillons des douze pays réunis et sur l'ensemble des années– en disposant les moyennes obtenues sur les plans.

**Schéma 3 : représentation en deux dimensions des huit quadrants avec le niveau moyen d'action pour les huit profils pour l'ensemble des pays et l'ensemble des périodes**



Considérons d'abord la première hypothèse (H1) qui pose les relations suivantes:  $p_2 > p_1$ ,  $p_4 > p_3$ ,  $p_6 > p_5$ ,  $p_8 > p_7$ . Un examen des moyennes d'activités par profil indique très clairement que les gens intéressés sont, et ce, pour les quatre comparaisons de moyennes, plus actifs. Toutes autres choses étant égales, H1 est confirmée.

Quant à H2, qui présume que les gens insatisfaits seront plus actifs que les gens satisfaits, elle est confirmée pour 2 des quatre comparaisons. Qu'en est-il du duel entre l'hypothèse pragmatique (H3) et l'hypothèse cynique (H4)? Cette dernière est infirmée pour les quatre comparaisons. Chaque fois, les confiants –qu'ils soient satisfaits ou non, intéressés ou non– sont plus actifs que leurs vis-à-vis.

Dans les huit premières colonnes du tableau suivant on retrouve les moyennes du niveau d'activité de chacun des profils et, dans les quatre colonnes suivantes, on

retrouve le nombre de comparaisons, associées à chacune des hypothèses, qui se trouvent confirmées.

**Tableau 6 : niveau moyen d'action pour les huit profils pour l'ensemble des pays et des périodes ainsi que le nombre de fois que les hypothèses sont confirmées**

P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8	H1	H2	H3	H4
1,26	2,11	1,5	2,35	1,32	1,97	1,52	2,21	4	2	4	0

Examinons la situation dans les douze pays distinctement, en reprenant la même logique. Les résultats apparaissent dans le tableau suivant. H1 est confirmée dans les 12 pays, et pour les quatre comparaisons de moyennes, soit une validation parfaite: 48 sur 48. H2 est validée 44 fois sur 48, soit la grande majorité des cas. Quant au duel entre l'hypothèse pragmatique et l'hypothèse cynique, la première l'emporte largement sur la seconde, 45 contre 3.

**Tableau 7 : niveau moyen d'action pour les huit profils par pays pour l'ensemble des périodes ainsi que le nombre de fois que les hypothèses sont confirmées**

Pays	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8	H1	H2	H3	H4
Allemagne	1,28	2,13	1,52	2,32	1,34	2,09	1,47	2,28	4	3	4	0
Belgique	1,37	1,9	1,43	2,29	1,3	1,79	1,4	2,03	4	4	4	0
Danemark	1,62	2,17	1,69	2,39	1,55	1,93	1,58	2,03	4	4	4	0
Espagne	1,54	2,86	1,52	2,58	1,34	2,34	1,41	2,44	4	4	2	2
Finlande	1,59	2,35	1,86	2,56	1,56	2,27	1,73	2,37	4	4	4	0
France	1,44	2,44	1,61	2,52	1,3	2,19	1,39	2,26	4	4	4	0
Norvège	1,1	2,02	1,23	2,16	1,03	1,87	1,07	1,92	4	4	4	0
Pays-Bas	1,74	2,39	1,91	2,79	1,7	2,41	1,89	2,62	4	3	4	0
Portugal	1,06	1,69	1,3	1,99	1,04	1,59	1,26	1,84	4	4	4	0
Roy.-Uni	0,78	1,35	0,84	1,43	0,8	1,26	0,84	1,32	4	2	4	0
Suède	1,98	2,64	1,94	2,82	1,84	2,43	1,93	2,55	4	4	3	1
Suisse	1,18	2,26	1,24	2,32	1,03	1,98	1,18	2,12	4	4	4	0

Le même exercice peut être fait dans le temps, sur les sept années au cours desquelles l'ESS a été menée. Le résultat est analogue: H1 est entièrement confirmée (28 sur 28), H2 majoritairement (18 sur 28), et l'hypothèse pragmatique l'emporte complètement sur l'hypothèse cynique, 28 contre 0.

**Tableau 8 : niveau moyen d'action pour les huit profils par période pour l'ensemble des pays ainsi que le nombre de fois que les hypothèses sont confirmées**

Année	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8	H1	H2	H3	H4
2002	1,3	2,1	1,51	2,28	1,29	2,01	1,46	2,2	4	4	4	0
2004	1,23	2,05	1,5	2,35	1,36	2	1,48	2,19	4	3	4	0
2006	1,26	2,09	1,38	2,32	1,32	2,02	1,52	2,2	4	2	4	0
2008	1,21	2,04	1,52	2,36	1,29	1,87	1,54	2,18	4	2	4	0
2010	1,2	2,04	1,48	2,32	1,28	1,85	1,54	2,11	4	2	4	0
2012	1,25	2,16	1,48	2,34	1,39	2,01	1,53	2,23	4	2	4	0
2014	1,4	2,3	1,58	2,5	1,36	2,07	1,63	2,32	4	3	4	0

Reste un dernier exercice de comparaisons de moyennes. Il s'agit de distinguer les 12 pays et pour chacune des sept années. Ici, on se trouve à valider les quatre hypothèses, toutes faites de quatre comparaisons, dans 84 échantillons différents. **Sans reproduire le tableau**, les résultats sont du même ordre. H1 est confirmée totalement, soit 336 fois sur 336! H2 à nouveau largement: 266 sur 336. Quant au duel des pragmatiques et des cyniques, l'avantage est à nouveau aux pragmatiques, 264 fois contre 66 fois aux cyniques, soit 79 % des échantillons possibles.

**Tableau 9 : niveau moyen d'action pour les huit profils par pays et par période ainsi que le nombre de fois que les hypothèses sont confirmées**

Pays	Année	p1	p2	p3	p4	p5	p6	p7	p8	H1	H2	H3	H4
Allemagne	2002	1,37	2,07	1,49	2,16	1,31	2	1,43	2,17	4	3	4	0
Allemagne	2004	1,24	2,08	1,42	2,1	1,32	1,95	1,42	2,21	4	1	4	0
Allemagne	2006	1,2	2,09	1,4	2,19	1,04	1,85	1,27	2,12	4	4	4	0
Allemagne	2008	1,23	2,19	1,61	2,38	1,3	2,02	1,46	2,25	4	3	4	0
Allemagne	2010	1,28	2,11	1,58	2,44	1,33	2,01	1,51	2,25	4	3	4	0
Allemagne	2012	1,33	2,3	1,78	2,52	1,34	2,11	1,51	2,37	4	3	4	0
Allemagne	2014	1,5	2,28	1,49	2,53	1,35	2,24	1,62	2,38	4	3	3	1
Belgique	2002	1,5	2,14	1,47	2,52	1,23	1,86	1,49	2,19	4	3	3	1
Belgique	2004	1,39	1,8	1,4	2,03	1,25	1,7	1,25	1,87	4	4	3	0
Belgique	2006	1,54	2,12	1,48	2,45	1,39	2,07	1,61	2,23	4	3	3	1
Belgique	2008	1,47	1,93	1,53	2,29	1,38	1,78	1,45	2,05	4	4	4	0
Belgique	2010	1,29	1,68	1,57	2,43	1,25	1,54	1,29	1,85	4	4	4	0
Belgique	2012	1,25	1,92	1,49	1,85	1,24	1,69	1,35	1,97	4	3	3	1
Belgique	2014	1,35	1,92	1,37	2,28	1,21	1,98	1,29	2,11	4	3	4	0
Danemark	2002	1,46	2,08	1,82	2,23	1,3	1,79	1,42	1,96	4	4	4	0
Danemark	2004	1,72	2,26	1,73	2,39	1,41	1,98	1,64	1,98	4	4	3	0
Danemark	2006	1,42	2,21	2	2,66	1,66	2,03	1,52	2,08	4	3	3	1
Danemark	2008	1,8	2,36	2,03	2,46	1,44	1,75	1,54	2,03	4	4	4	0
Danemark	2010	1,69	2,2	1,47	2,29	1,5	1,78	1,4	1,94	4	4	2	2
Danemark	2012	1,51	1,94	1,32	2,17	1,59	1,89	1,6	2,02	4	2	3	1
Danemark	2014	1,7	2,2	1,77	2,43	1,95	2,03	1,83	2,14	4	2	3	1
Espagne	2002	1,49	2,85	1,5	2,44	1,28	1,82	1,2	2,01	4	4	2	2
Espagne	2004	1,68	3,31	1,82	3,03	1,61	2,72	1,57	2,73	4	4	2	2
Espagne	2006	1,41	2,22	1,56	2,58	1,34	2,38	1,32	2,57	4	3	3	1
Espagne	2008	1,3	2,14	1,31	2,09	1,14	2,32	1,3	2,14	4	2	2	2
Espagne	2010	1,58	2,61	1,64	2,51	1,22	2,67	1,5	2,63	4	2	2	2
Espagne	2012	1,8	3,07	1,77	3,17	1,42	2,67	1,39	2,36	4	4	1	3
Espagne	2014	1,67	3,28	1,51	2,8	1,38	2,65	1,54	2,42	4	3	1	3



Perspective monde, Note de recherche, janvier 2017

Finlande	2002	1,42	2,26	1,73	2,32	1,47	2,12	1,61	2,24	4	3	4	0
Finlande	2004	1,42	2,25	1,74	2,38	1,34	2,19	1,65	2,33	4	4	4	0
Finlande	2006	1,66	2,26	1,89	2,66	1,52	2,22	1,73	2,34	4	4	4	0
Finlande	2008	1,62	2,33	1,94	2,66	1,73	2,2	1,78	2,38	4	3	4	0
Finlande	2010	1,58	2,36	1,92	2,57	1,65	2,25	1,79	2,37	4	3	4	0
Finlande	2012	1,59	2,34	1,84	2,53	1,51	2,59	1,65	2,32	4	3	3	1
Finlande	2014	1,75	2,53	1,93	2,57	1,63	2,3	1,94	2,59	4	2	4	0
France	2002	1,4	2,44	1,69	3,07	1,15	2,89	1,46	2,3	4	3	3	1
France	2004	1,46	2,42	1,71	2,62	1,33	2,42	1,5	2,35	4	3	3	1
France	2006	1,48	2,48	1,55	2,54	1,25	2,2	1,35	2,17	4	4	3	1
France	2008	1,39	2,54	1,53	2,71	1,25	1,75	1,35	2,12	4	4	4	0
France	2010	1,37	2,65	1,5	2,81	1,3	1,78	1,24	2,07	4	4	3	1
France	2012	1,47	2,09	1,39	2,21	1,35	2,16	1,33	2,3	4	2	2	2
France	2014	1,54	2,49	1,59	2,28	1,46	2,15	1,54	2,37	4	3	3	1
Norvège	2002	1,26	2,2	1,56	2,13	1,19	1,82	1,17	2,12	4	4	2	2
Norvège	2004	1,11	1,93	1,21	2,16	1,03	1,92	1,07	1,88	4	4	3	1
Norvège	2006	1,33	2,15	1,26	2,27	1,01	2,04	1,13	1,96	4	4	2	2
Norvège	2008	1,04	1,95	1,1	2,01	0,98	1,79	1,08	1,93	4	4	4	0
Norvège	2010	0,91	1,78	1,11	1,88	0,98	1,67	0,98	1,74	4	3	3	0
Norvège	2012	1,03	2,04	1,12	2,19	0,93	1,88	0,97	1,84	4	4	3	1
Norvège	2014	1,03	2,13	1,24	2,4	1,05	1,93	1,16	1,93	4	3	3	0
Pays-Bas	2002	1,59	2,2	1,9	2,8	1,66	2,26	1,76	2,66	4	2	4	0
Pays-Bas	2004	1,66	2,58	1,9	2,98	1,71	2,49	1,82	2,45	4	3	3	1
Pays-Bas	2006	1,87	2,37	1,92	2,78	1,56	2,37	1,84	2,61	4	3	4	0
Pays-Bas	2008	1,77	2,19	1,89	2,64	1,62	2,36	1,88	2,63	4	3	4	0
Pays-Bas	2010	1,74	2,3	1,97	2,47	1,78	2,71	2,01	2,6	4	0	3	1
Pays-Bas	2012	1,79	2,55	2,1	2,77	1,71	2,53	1,94	2,73	4	4	4	0
Pays-Bas	2014	1,85	2,63	2,16	2,86	1,88	2,43	1,85	2,68	4	3	3	1
Portugal	2002	1,07	1,61	1,33	2	1	1,66	1,23	1,81	4	3	4	0
Portugal	2004	0,96	1,67	1,18	2,01	1,14	1,61	1,06	1,69	4	3	3	1
Portugal	2006	1,06	1,69	1,07	1,98	0,94	1,68	1,3	1,81	4	3	4	0

Perspective monde, Note de recherche, janvier 2017

Portugal	2008	1,08	1,68	1,48	1,96	0,94	1,62	1,17	1,85	4	4	4	0
Portugal	2010	1,02	1,67	1,38	2,01	1,16	1,55	1,27	1,73	4	3	4	0
Portugal	2012	1,11	1,72	1,38	1,97	1,08	1,63	1,22	1,81	4	4	4	0
Portugal	2014	1,17	1,77	1,54	2,24	1,21	1,63	1,49	2,12	4	3	4	0
Roy.-Uni	2002	0,75	1,6	0,8	1,53	0,71	1,29	0,84	1,49	4	3	3	1
Roy.-Uni	2004	0,7	1,09	0,79	1,22	0,77	1,38	0,79	1,1	4	1	3	1
Roy.-Uni	2006	0,81	1,19	0,95	1,44	0,86	1,3	0,91	1,25	4	2	3	1
Roy.-Uni	2008	0,76	1,27	0,92	1,26	0,8	1,21	0,79	1,16	4	3	1	3
Roy.-Uni	2010	0,79	1,27	0,83	1,23	0,79	1,2	0,79	1,35	4	2	2	1
Roy.-Uni	2012	0,78	1,4	0,75	1,67	0,77	1,58	0,81	1,19	4	2	2	2
Roy.-Uni	2014	0,87	1,48	0,9	2,25	0,9	1,4	1,01	1,6	4	2	4	0
Suède	2002	1,78	2,56	1,73	2,39	1,5	2,23	1,66	2,51	4	3	2	2
Suède	2004	1,91	2,44	2,02	2,71	1,88	2,31	1,96	2,53	4	4	4	0
Suède	2006	1,94	2,54	1,75	2,68	1,76	2,38	1,84	2,43	4	3	3	1
Suède	2008	2,05	2,6	2,04	3,14	1,81	2,48	2,07	2,43	4	3	2	2
Suède	2010	1,79	2,58	2,15	2,94	2,01	2,3	1,7	2,48	4	3	3	1
Suède	2012	2,22	2,97	2,38	3,09	2,16	2,53	1,91	2,58	4	4	3	1
Suède	2014	2,17	2,93	2,17	3,1	1,95	2,77	2,06	2,73	4	4	2	1
Suisse	2002	1,33	2,27	1,5	2,46	0,96	2,26	1,25	2,34	4	4	4	0
Suisse	2004	1,11	2,4	1,15	2,31	1,02	2,02	1,08	2,07	4	4	3	1
Suisse	2006	1,17	2,27	1,34	2,32	1,08	2,02	1,16	2,09	4	4	4	0
Suisse	2008	1,15	2,06	1,67	2,27	1,03	1,76	1,26	2,16	4	4	4	0
Suisse	2010	1,04	2,13	0,98	2,1	1,19	1,91	0,98	2,03	4	2	1	3
Suisse	2012	1,14	2,14	1,69	2,41	1,03	2,09	0,95	1,99	4	4	2	2
Suisse	2014	1,25	2,16	1,31	2,12	0,97	2,03	1,28	2,06	4	4	3	1

Peu importe comment on divise et subdivise l'échantillon –comme ensemble, par pays, par année, ou par pays-année–, les résultats sont très semblables, et nos quatre hypothèses sont largement confirmées. Le modèle proposé semble donc transcender les contextes spatio-temporels qui affectent distinctement les répondants.

On pourrait cependant objecter que, sur la base des simples moyennes, les comparaisons demeurent réductrices. Autre objection légitime: les différences sont-elles vraiment significatives? Les écarts dépassent-ils l'erreur d'échantillonnage? Enfin, on pourrait nous reprocher de n'avoir point tenu compte de variables contrôle sociodémographiques. Ces trois objections nous amènent à opérer sur les mêmes données une série de tests d'hypothèse.

La variable action devient ainsi une variable dépendante qu'on explique par l'insatisfaction/satisfaction, la méfiance/confiance et, enfin, par l'intérêt. Pour être comparables, les échelles ont toutes ramenées à des valeurs entre 0 et 1. On inclut ensuite des variables contrôle qui sont ici dichotomiques –le genre, l'âge (plus ou moins de 45 ans) et la scolarité (plus ou moins de 12 ans de scolarité) – en vue de vérifier si les effets attendus sont toujours présents, du moins dans une majorité de cas.

Cette analyse multivariée impliquant trois variables indépendantes et trois variables contrôle nous permet de revenir sur les quatre hypothèses initialement formulées d'une manière plus contextuelle et plus intégrée. Selon H1, le coefficient de variable intérêt devrait être positif, puisque plus l'intérêt est grand, plus la propension à agir est grande. Selon H2, le coefficient de la variable satisfaction devrait être négatif: plus les gens sont satisfaits, moins ils seraient enclins à être dans l'action. Reste le duel des deux autres hypothèses –celle des pragmatiques et celle des cyniques– qui se démarquent sur une seule variable, la confiance. L'hypothèse cynique sera confirmée si le coefficient de cette variable est négatif: plus on est confiant moins on est actif. L'hypothèse pragmatique pose évidemment l'exact opposé: plus on est confiant plus on est actif; le signe doit être positif. Si les écarts ne sont pas significatifs selon les intervalles de confiance reconnus, c'est que les différences sont trop petites; ni les pragmatiques ni les cyniques n'ont alors raison.

Procédons comme nous l'avons fait précédemment. Considérons d'abord les résultats globalement, dans les 12 pays et pour les 7 années d'enquête confondus.

**Tableau 10 : coefficients de régression multiple (MCO) pour l'ensemble des pays et des périodes**

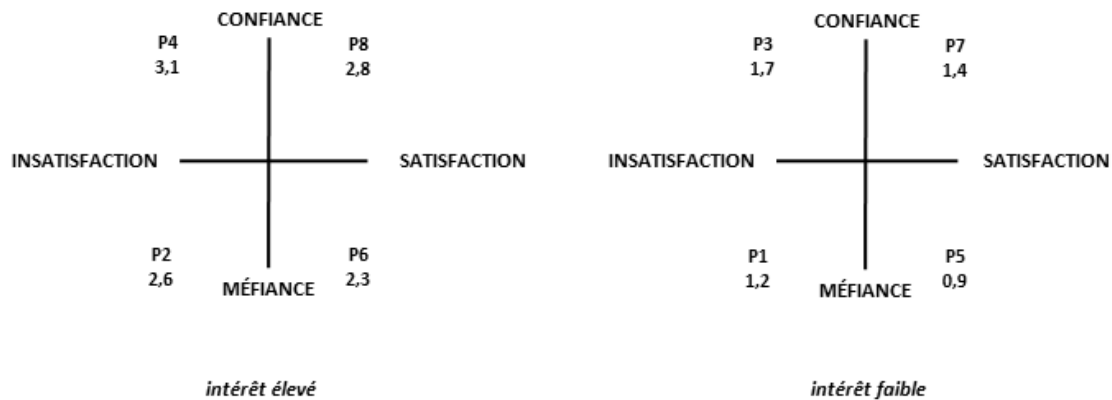
Pays	Satisfaction	Confiance	Intérêt	Scolarité	Genre	Âge	R <sup>2</sup>
Tous	-0,047 ***	0,070 ***	0,194 ***	0,07 ***	0,01 ***	0,01 ***	0,16

Le n est de 134 452 répondants, conforme à l'échantillon final. La constante = 0,09.

Un examen des coefficients de la régression multiple montre que les quatre hypothèses sont largement confirmées, et ce, à un niveau de confiance très élevé: indubitablement, les gens intéressés sont davantage dans l'action (H1); les gens satisfaits sont moins dans l'action (H2). Quant à la confiance, le lien statistique est également très significatif, et du signe négatif, tel que présumé par l'hypothèse pragmatique (H3).

Si l'on ajoute la variable contrôle la plus parlante, soit la scolarité, on peut simuler plusieurs situations qui rejoignent nos huit profils<sup>6</sup>. D'une manière évidente, les gens insatisfaits (0/40) mais confiants (40/40), intéressés (4) et scolarisés (1) sont à nouveau les plus actifs (3,1). Si l'on remplace la confiance la plus grande par la méfiance la plus grande, le niveau d'activité diminue (2,6). Quand on considère le niveau d'activité des gens satisfaits, on constate la même différence. Enfin, chez les gens désintéressés, méfiants et satisfaits (p5), le niveau d'activité n'est que de 0,9. Au total, l'analyse multivariée nous conduit au même résultat que la simple comparaison de moyennes. Les deux méthodes statistiques convergent indéniablement.

**Schéma 4 : représentation en deux dimensions des huit quadrants avec le niveau d'action estimé par la régression multiple**



Qu'en est-il par pays? Le résultat est à nouveau analogue. Pour tous les pays, l'intérêt est lié positivement à l'action (H1); dans tous les cas la satisfaction est liée négativement à l'action (H2). Quant à la confiance, pour 11 des 12 pays, plus elle est

<sup>6</sup> Sur les variables contrôle, on utilise les valeurs suivantes : homme, scolarisé plus que la médiane du pays et plus âgé que la médiane

grande, plus le nombre d'actions est élevé, ce qui confirme l'approche pragmatique. Il n'y a qu'en Espagne que la différence n'est pas suffisamment grande pour que la relation soit significative.

**Tableau 11 : coefficients de régression multiple (MCO) par pays pour l'ensemble des périodes**

Pays	Satisfaction	Confiance	Intérêt	Scolarité	Genre	Âge	R <sup>2</sup>
Allemagne	-0,040 ***	0,078 ***	0,206 ***	0,07 ***	0,01 ***	-0,01 **	0,15
Belgique	-0,102 ***	0,074 ***	0,154 ***	0,05 ***	0,00	0,00	0,13
Danemark	-0,159 ***	0,074 ***	0,147 ***	0,05 ***	0,02 ***	-0,01 *	0,10
Espagne	-0,105 ***	-0,019	0,249 ***	0,07 ***	0,01 **	0,00	0,18
Finlande	-0,076 ***	0,065 ***	0,208 ***	0,07 ***	0,03 ***	-0,01 **	0,16
France	-0,164 ***	0,054 ***	0,220 ***	0,07 ***	0,01	0,03 ***	0,17
Norvège	-0,085 ***	0,032 ***	0,214 ***	0,05 ***	0,03 ***	0,04 ***	0,19
Pays-Bas	-0,052 ***	0,079 ***	0,229 ***	0,06 ***	0,03 ***	-0,01	0,12
Portugal	-0,071 ***	0,102 ***	0,160 ***	0,05 ***	0,01 *	0,02 ***	0,14
Roy.-Uni	-0,032 ***	0,028 ***	0,111 ***	0,07 ***	-0,01 ***	0,02 ***	0,14
Suède	-0,104 ***	0,036 ***	0,210 ***	0,05 ***	0,03 ***	0,00	0,12
Suisse	-0,155 ***	0,051 ***	0,261 ***	0,07 ***	0,01 ***	0,01	0,19

Les n sont conformes à ceux du tableau 2.

Par année, le résultat est du même ordre. Une méfiance à l'endroit des institutions n'engendre pas plus d'action, bien au contraire. C'est la confiance jumelée à l'insatisfaction qui suscite le maximum d'actions. Ici la variable satisfaction n'est pas liée significativement à l'action pour une seule des sept années d'enquête, soit 2006.

**Tableau 12 : coefficients de régression multiple (MCO) par période pour l'ensemble des pays**

Année	Satisfaction	Confiance	Intérêt	Scolarité	Genre	Âge	R <sup>2</sup>
2002	-0,035 ***	0,065 ***	0,199 ***	0,06 ***	0,01 ***	0,00	0,14
2004	-0,023 **	0,064 ***	0,193 ***	0,07 ***	0,01 **	0,01 *	0,15
2006	-0,014	0,050 ***	0,193 ***	0,07 ***	0,01 ***	0,00	0,15
2008	-0,043 ***	0,091 ***	0,190 ***	0,06 ***	0,02 ***	0,00	0,16
2010	-0,062 ***	0,088 ***	0,180 ***	0,07 ***	0,01 **	0,01 ***	0,16
2012	-0,055 ***	0,055 ***	0,194 ***	0,07 ***	0,01 ***	0,01 ***	0,16
2014	-0,111 ***	0,091 ***	0,206 ***	0,07 ***	0,02 ***	0,01 *	0,15

Reste la division de l'échantillon total par pays et par année. Ici, point de surprise, les échantillons étant nettement plus petits –entre 1000 et 2000 répondants– plusieurs relations ne sont plus significatives. Dans bien des cas, ni l'hypothèse pragmatique ni l'hypothèse cynique ne l'emportent. Reste que dans 43 des 84 échantillons, l'hypothèse pragmatique est confirmée. Quant à l'hypothèse cynique, elle est confirmée dans un seul cas, soit l'Espagne en 2006. Manifestement, une approche pragmatique est plus susceptible de générer une propension à l'action. Quant aux deux autres hypothèses la preuve est plus solide: H1 est confirmée dans les 84 échantillons et, H2, dans 62 des 84 échantillons.

**Tableau 13 : coefficients de régression multiple (MCO) par pays et par période**

Pays	Année	Satisfaction	Confiance	Intérêt	Scolarité	Genre	Âge	R <sup>2</sup>
Allemagne	2002	-0,035	0,052 **	0,175 ***	0,07 ***	0,01	-0,02 *	0,13
Allemagne	2004	-0,023	0,052 **	0,203 ***	0,06 ***	0,00	-0,01	0,15
Allemagne	2006	-0,062 **	0,077 ***	0,206 ***	0,07 ***	0,02 **	0,01	0,17
Allemagne	2008	-0,083 ***	0,110 ***	0,222 ***	0,06 ***	0,01	-0,02 *	0,15
Allemagne	2010	-0,083 ***	0,124 ***	0,199 ***	0,07 ***	0,00	-0,01	0,16
Allemagne	2012	-0,107 ***	0,136 ***	0,212 ***	0,08 ***	0,01	0,00	0,15
Allemagne	2014	-0,108 ***	0,084 ***	0,220 ***	0,08 ***	0,01	-0,02 **	0,14
Belgique	2002	-0,123 ***	0,106 ***	0,181 ***	0,04 ***	0,01	0,00	0,14
Belgique	2004	-0,070 **	0,030	0,127 ***	0,06 ***	0,00	-0,01	0,14
Belgique	2006	-0,049	0,023	0,165 ***	0,05 ***	0,00	-0,01	0,13
Belgique	2008	-0,109 ***	0,097 ***	0,143 ***	0,05 ***	0,01	0,00	0,13

Perspective monde, Note de recherche, janvier 2017

Belgique	2010	-0,219 ***	0,157 ***	0,129 ***	0,05 ***	-0,01	0,00	0,14
Belgique	2012	-0,101 ***	0,042	0,157 ***	0,06 ***	0,01	0,01	0,16
Belgique	2014	-0,130 ***	0,087 ***	0,171 ***	0,05 ***	0,00	0,00	0,16
Danemark	2002	-0,148 ***	0,070 **	0,163 ***	0,05 ***	0,03 **	0,01	0,11
Danemark	2004	-0,266 ***	0,100 ***	0,159 ***	0,05 ***	0,00	0,00	0,13
Danemark	2006	-0,221 ***	0,144 ***	0,148 ***	0,05 ***	0,02 *	-0,03***	0,14
Danemark	2008	-0,242 ***	0,109 ***	0,132 ***	0,06 ***	0,04 ***	-0,02	0,15
Danemark	2010	-0,154 ***	0,011	0,155 ***	0,05 ***	0,02 *	-0,01	0,11
Danemark	2012	-0,074 **	0,059 *	0,120 ***	0,04 ***	0,01	0,01	0,07
Danemark	2014	-0,040	0,017	0,142 ***	0,05 ***	0,02 *	-0,01	0,07
Espagne	2002	-0,135 ***	-0,039	0,234 ***	0,07 ***	-0,02	-0,02	0,18
Espagne	2004	-0,112 **	0,011	0,310 ***	0,06 ***	0,01	-0,02	0,21
Espagne	2006	-0,078 *	0,035	0,232 ***	0,08 ***	0,02	0,01	0,17
Espagne	2008	-0,034	-0,026	0,209 ***	0,05 ***	0,02 *	0,00	0,15
Espagne	2010	-0,077 *	0,016	0,253 ***	0,06 ***	0,01	0,01	0,17
Espagne	2012	-0,220 ***	-0,019	0,224 ***	0,09 ***	0,02	0,01	0,21
Espagne	2014	-0,117 ***	-0,067 *	0,268 ***	0,07 ***	0,02 *	0,02	0,17
Finlande	2002	-0,100 ***	0,116 ***	0,210 ***	0,05 ***	0,03 ***	0,02	0,15
Finlande	2004	-0,057	0,088 ***	0,206 ***	0,07 ***	0,03 ***	0,00	0,17
Finlande	2006	-0,088 *	0,051	0,208 ***	0,08 ***	0,02	-0,02 *	0,16
Finlande	2008	-0,016	0,018	0,198 ***	0,08 ***	0,03 ***	-0,02 **	0,16
Finlande	2010	-0,079 *	0,070 **	0,194 ***	0,08 ***	0,03 ***	-0,01	0,17
Finlande	2012	-0,047	0,014	0,218 ***	0,08 ***	0,03 ***	-0,01	0,17
Finlande	2014	-0,077 **	0,087 ***	0,216 ***	0,07 ***	0,06 ***	-0,03 **	0,18
France	2002	-0,132 ***	0,059	0,266 ***	0,07 ***	0,01	0,00	0,20
France	2004	-0,137 ***	0,089 **	0,229 ***	0,07 ***	0,01	0,02	0,17
France	2006	-0,169 ***	0,010	0,234 ***	0,08 ***	0,01	0,04 ***	0,20
France	2008	-0,312 ***	0,159 ***	0,245 ***	0,03 **	0,01	0,03 *	0,19
France	2010	-0,271 ***	0,058 *	0,221 ***	0,09 ***	0,00	0,04 ***	0,22
France	2012	-0,028	-0,007	0,192 ***	0,07 ***	0,01	0,04 ***	0,15
France	2014	-0,085 *	-0,007	0,192 ***	0,08 ***	0,01	0,04 ***	0,13
Norvège	2002	-0,102 ***	0,072 ***	0,209 ***	0,06 ***	0,02 **	0,04 ***	0,17
Norvège	2004	-0,085 ***	0,058 **	0,209 ***	0,04 ***	0,03 ***	0,06 ***	0,19
Norvège	2006	-0,064 **	0,001	0,223 ***	0,05 ***	0,04 ***	0,03 ***	0,19
Norvège	2008	-0,057 **	0,026	0,219 ***	0,05 ***	0,03 ***	0,04 ***	0,20
Norvège	2010	-0,075 **	0,031	0,177 ***	0,06 ***	0,02 *	0,05 ***	0,18
Norvège	2012	-0,141 ***	0,049 *	0,227 ***	0,06 ***	0,02 **	0,04 ***	0,25

Perspective monde, Note de recherche, janvier 2017

Norvège	2014	-0,126 ***	0,030	0,231 ***	0,06 ***	0,02 *	0,04 ***	0,20
Pays-Bas	2002	-0,070 *	0,157 ***	0,218 ***	0,06 ***	0,02	0,01	0,13
Pays-Bas	2004	-0,139 ***	0,070 *	0,246 ***	0,06 ***	0,00	-0,02 *	0,13
Pays-Bas	2006	-0,081 *	0,079 **	0,228 ***	0,05 ***	0,01	-0,02 *	0,10
Pays-Bas	2008	-0,043	0,096 **	0,212 ***	0,04 ***	0,03 **	-0,01	0,10
Pays-Bas	2010	0,001	0,038	0,219 ***	0,07 ***	0,04 ***	0,00	0,12
Pays-Bas	2012	-0,108 **	0,088 **	0,235 ***	0,07 ***	0,04 ***	0,00	0,13
Pays-Bas	2014	-0,057	0,031	0,257 ***	0,06 ***	0,05 ***	0,00	0,13
Portugal	2002	-0,065 **	0,113 ***	0,160 ***	0,04 ***	0,01	0,02 **	0,13
Portugal	2004	-0,071 **	0,057 *	0,166 ***	0,05 ***	0,00	0,03 ***	0,13
Portugal	2006	-0,045	0,090 ***	0,164 ***	0,05 ***	0,00	0,01	0,13
Portugal	2008	-0,055	0,099 ***	0,176 ***	0,04 ***	0,00	0,02 *	0,14
Portugal	2010	-0,129 ***	0,109 ***	0,168 ***	0,04 ***	0,01	0,00	0,14
Portugal	2012	-0,058	0,076 **	0,128 ***	0,08 ***	0,01	0,03 ***	0,15
Portugal	2014	-0,091 **	0,157 ***	0,166 ***	0,06 ***	0,01	0,03 **	0,15
Roy.-Uni	2002	-0,040	0,037	0,162 ***	0,07 ***	-0,02 *	0,03 ***	0,19
Roy.-Uni	2004	-0,008	0,023	0,083 ***	0,06 ***	-0,01 *	0,03 ***	0,12
Roy.-Uni	2006	-0,056 **	0,073 ***	0,086 ***	0,05 ***	0,00	0,01 *	0,10
Roy.-Uni	2008	-0,034	0,024	0,081 ***	0,07 ***	-0,01	0,01 *	0,12
Roy.-Uni	2010	-0,029	0,013	0,109 ***	0,05 ***	-0,01 *	0,02 ***	0,13
Roy.-Uni	2012	-0,030	-0,013	0,115 ***	0,06 ***	-0,01	0,01 *	0,12
Roy.-Uni	2014	-0,095 ***	0,077 ***	0,156 ***	0,10 ***	0,00	0,02 *	0,23
Suède	2002	-0,058	0,001	0,256 ***	0,02 *	0,02 *	-0,02 *	0,13
Suède	2004	-0,089 ***	0,096 ***	0,177 ***	0,02 **	0,03 ***	-0,01	0,10
Suède	2006	-0,034	-0,010	0,195 ***	0,06 ***	0,02 *	-0,01	0,12
Suède	2008	-0,129 ***	0,044	0,206 ***	0,04 ***	0,05 ***	0,00	0,12
Suède	2010	-0,198 ***	0,098 **	0,199 ***	0,06 ***	0,02	0,00	0,14
Suède	2012	-0,193 ***	0,038	0,210 ***	0,05 ***	0,05 ***	0,03 **	0,14
Suède	2014	-0,176 ***	0,022	0,224 ***	0,05 ***	0,03 **	0,00	0,12
Suisse	2002	-0,078 *	0,022	0,283 ***	0,09 ***	0,03 **	-0,01	0,19
Suisse	2004	-0,112 ***	0,003	0,278 ***	0,10 ***	0,01	0,01	0,20
Suisse	2006	-0,161 ***	0,044	0,261 ***	0,06 ***	0,03 **	0,01	0,18
Suisse	2008	-0,186 ***	0,143 ***	0,217 ***	0,09 ***	0,00	0,00	0,19
Suisse	2010	-0,156 ***	0,028	0,251 ***	0,08 ***	0,00	0,03 **	0,20
Suisse	2012	-0,203 ***	0,029	0,272 ***	0,08 ***	0,01	0,02	0,22
Suisse	2014	-0,146 ***	0,042	0,248 ***	0,06 ***	0,01	0,03 *	0,16

Les n sont conformes à ceux du tableau 2



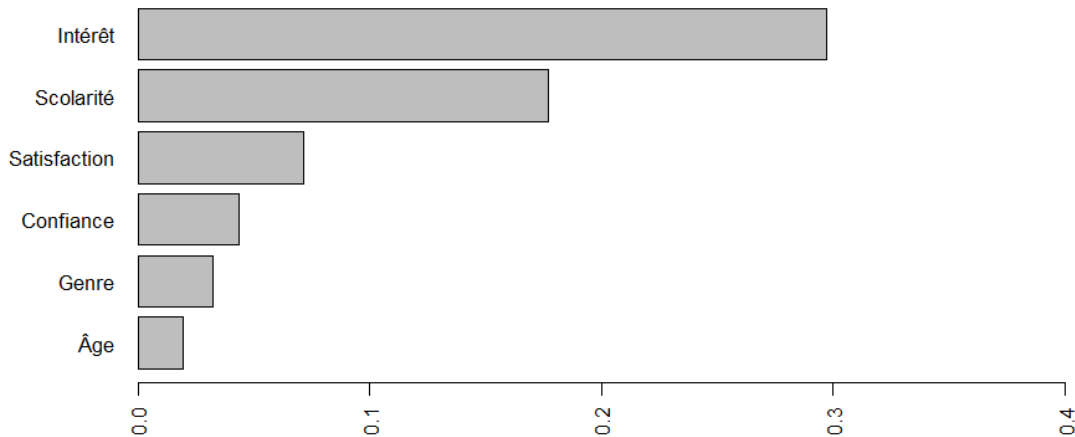
Quand on prend en compte toutes les variables, sur la base de leurs échelles initiales, que l'on tient compte des variables contrôle et qu'on examine la situation par pays et par année, l'approche cynique ne tient manifestement pas la route. En revenant au point de départ de notre propos, la colère, du moins lorsqu'elle cumule l'insatisfaction et la méfiance, n'est donc pas vraiment génératrice d'actions citoyennes. Elle provoque plus l'inaction que l'action, et cet effet est repérable empiriquement même lorsqu'on ajoute des variables contrôle.

Les résultats obtenus sont concluants, mais permettent-ils d'affirmer que l'effet de la confiance et de la satisfaction sur l'action est systématique? Cette conclusion serait trop catégorique. Cet effet n'est pas constant, ni visible dans tous les pays. On peut en déduire qu'il y a des circonstances où l'approche pragmatique ne suscite pas un surcroît d'actions, du moins pas d'une manière significative. On peut par exemple imaginer qu'il y a des cas où les insatisfactions sont telles que les gens –y compris les plus actifs– en viennent à perdre confiance dans les processus eux-mêmes. La causalité posée par l'approche pragmatique perdrait alors de sa pertinence.

Autre réserve, plus méthodologique cette fois: chaque indicateur constitue une traduction partiellement fidèle du concept initialement formulé. À l'instar de bien des analyses empiriques, aucun indicateur n'épouse parfaitement le phénomène (Blais, Durand, 2008: 249). Pour la variable action par exemple, on mesure le nombre de types d'actions posées au cours des douze derniers mois, mais non leur fréquence. C'est donc la variété, plus que le volume d'activité, qui a été mise en relief. Même si l'on peut présumer qu'il y a une forte corrélation entre la variété et le niveau d'activités, le recouvrement d'un phénomène par l'autre n'est pas total. Il en va de même de plusieurs indicateurs ici utilisés.

Dernière réserve. Nos analyses empiriques les plus désagrégées montrent que la variable intérêt est chaque fois très significative, généralement bien plus que toutes les autres variables. La satisfaction et la confiance jouent donc un rôle spécifique, mais moindre que l'intérêt et la scolarité.

**Graphique 10 : impact des différents déterminants de l'action politique**



Pour plusieurs observateurs de la scène politique, l'importance de l'intérêt et de la scolarité aura un effet «apaisant». On peut ainsi estimer que ceux qui s'engagent dans l'espace public, d'un côté ou l'autre, sont détenteurs de plus d'informations que ceux qui demeurent dans l'espace privé. L'investissement citoyen dans l'espace public serait lié à une curiosité. Dit autrement, l'espace public ne serait donc pas envahi par des «hordes» de «gens ignorants», motivés par une colère irréfléchie. Cette irruption, quand elle se produit, serait plus l'exception que la norme. D'une manière presque romantique, on pourrait avancer que le changement social ou politique s'inscrit dans une démarche consciente, celle de «rêver les yeux grands ouverts».

### **James et Dewey, pour aller un plus loin**

Pour compléter notre analyse des rapports complexes entre la confiance, la satisfaction, l'intérêt et l'action, il convient de se distancier des données empiriques et d'envisager le problème d'une manière plus générale. Après tout, les relations statistiques pourraient être trompeuses ou n'être que des coïncidences. Pour y voir plus clair au plan causal, il convient de boucler l'analyse avec une réflexion théorique qui est susceptible de donner aux chiffres une dimension qu'ils n'ont pas par eux-mêmes. On reprend alors la «permission» donnée par le sociologue et épistémologue Jean-Claude Passeron qui écrivait à propos de l'usage du tableau statistique: «on lui laisse toujours dire sur ce monde plus et autre chose qu'il ne dit [...]» (1991: 207). Bien que les termes soient différents, il importe conséquemment de s'interroger sur l'existence

de concordances, même partielles, entre les résultats empiriques exposés et les avancées théoriques de l'école pragmatiste, en particulier chez deux de ses fondateurs, soit William James et John Dewey.

D'une manière générale, William James nous offre des recoupements intéressants avec les trois axes travaillés, en particulier dans son ouvrage *La volonté de croire*, publié il y a déjà un siècle. Chez lui, la croyance participe au monde d'une manière fondamentale: «La pensée engendre littéralement le fait, comme le désir a engendré la pensée (123).» Trivialité ou vérité incontournable, il faut donc croire en l'action pour agir. Il avance ainsi que la «conclusion pessimiste» a une triste conséquence: elle «implante en moi le dégoût et l'effroi, l'aversion de la lutte» (121). Action et pessimisme s'opposent conséquemment. Cette boutade en dit long : «Le pessimisme ne peut rien espérer tant que l'homme pratique n'a pas été tué (109)!» Il y a ici les fondements du méliorisme: «Mais supposez, par contre, qu'au lieu de laisser libre cours à votre pessimisme, vous vous accrochiez à l'idée que le monde n'est pas définitif» (88). La métaphore suivante en dit long: «Si je refuse de vider l'eau d'un bateau parce que je doute que mes efforts suffisent à le maintenir à flot, je l'aide en réalité à sombrer (128).»

Sur la question de l'intérêt ou de la connaissance, il offre une lecture plus complexe que celle qui se dégage de nos tableaux statistiques. La confiance est une condition, mais l'exigence d'une connaissance totale peut, à la limite, être aussi un frein à l'action. Dans la formule suivante, on retrouve une critique du cynique qui prend appui sur le scepticisme: «Anesthésie est le mot d'ordre du sceptique moral acculé et réduit aux abois.» Une des originalités de James renvoie à ses réticences à l'endroit du credo scientifique et déterministe de son époque (Madelrieux, 2008). Si l'utilité de la connaissance ne fait à ses yeux aucun doute (James, 2005: 116), elle ne reconforte jamais totalement l'action. Pour lui, l'action procède d'une connaissance/croyance, elle-même faite d'incertitudes: «Dans toute l'étendue de l'activité de l'homme et de sa productivité, sa fonction vitale tout entière est subordonnée à un "peut-être". Il n'est pas de victoire, pas d'acte de courage qui n'ait à leur base un "peut-être" [...]» (87). Il ajoute que la connaissance aide à l'action, mais que cette connaissance est toujours marquée par la volition de l'être. «Les positivistes, en nous défendant toute hypothèse, nous condamnent à l'éternelle ignorance, car l'"évidence" qu'ils attendent ne viendra jamais tant que nous resterons passifs (127).»

Chez Dewey, l'autre chef de file du pragmatisme, on retrouve plusieurs recoupements avec notre analyse, notamment dans *La reconstruction en philosophie*, publiée en 1920 et reprise en 1948. Pour Dewey, «L'éducation est au cœur de la socialité humaine (242).», mais la connaissance qu'elle fait naître doit s'arrimer à l'expérience et

particulièrement à l'enquête terrain: «La science, la raison ne sauraient dès lors se superposer à l'expérience. Elles découlent de l'expérience qui, en retour, les met à l'épreuve (152).» Cependant, pour Dewey, il est clair que...

Le pessimisme est une doctrine qui mène à la paralysie. En déclarant que le monde est intégralement mauvais, elle rend futile tous nos efforts pour découvrir les causes des maux spécifiques auxquels on peut remédier. Elle anéantit à la base toute tentative pour rendre ce monde meilleur et plus heureux. Par ailleurs, il est vrai que l'optimisme à tous crins, avec ces tentatives de dénégation du mal, est un écueil tout aussi redoutable. (234)

Les deux opposés –optimisme et pessimisme– se rejoignent paradoxalement: «Après tout, l'optimisme qui présente le monde comme le meilleur possible peut être considéré comme le plus cynique des pessimismes (234).» Entre l'optimisme et le pessimisme se trouve donc une zone médiane: «Le méliorisme consiste à croire que les conditions spécifiques qui existent à un moment donné peuvent toujours être améliorées(235).» «Contrairement, à l'optimisme, le méliorisme suscite la confiance en un espoir raisonnable.» Pour Dewey, la polarisation qu'offrent le pessimisme et l'optimisme constitue donc le vrai danger.

Lorsque la science sera pleinement consciente de la valeur de l'homme, le dualisme qui constitue aujourd'hui le plus lourd fardeau que l'humanité ait à porter, c'est-à-dire le divorce entre le registre de l'idéal et de la morale d'une part, et celui du matériel, du mécanique, du scientifique d'autre part, sera aboli. Les forces humaines qui sont aujourd'hui désorientées à cause de cette séparation seront unifiées et renforcées. (230)

Les institutions démocratiques sont ainsi replacées dans une zone pratique, à mi-chemin entre un idéal inexistant et l'action la plus individuelle (167, 243).

Parlant des idéalistes absolus –«poètes et moralistes»–, selon ses termes, il leur reproche de ne pas dire que leurs «grands systèmes philosophiques» sont des «choses qui n'existent pas» (163). Et Dewey ajoute:

Dans le pire des cas, elles ne font que nous donner le goût du possible pour mieux le frustrer. Dans le meilleur des cas, elles viennent nous inspirer et nous instruire, nous laissant en passant le signe qu'il existe quelque part une réalité plus vraie. (163)

Il y a ainsi une lourdeur au changement, lourdeur et lenteur que l'idéaliste n'accepte pas. «Le changement implique la différence, un "devenir autre"», et cela signifie

diversité, et diversité signifie division, et division signifie conflit entre deux camps (165).» Les idéalistes ne voudraient, selon Dewey, pas avoir à emprunter le chemin difficile du changement, du conflit, bref du jeu politique avec ce qu'il contient de compromis et d'accommodations.

Essayant de comprendre l'étiologie d'un certain idéalisme, il estime que certains «milieux instruits et cultivés» sont sous l'«emprise de l'ancienne conception de la raison et du savoir comme sphères indépendantes de l'action» (173). Et il ajoute: «En fait, la doctrine de l'intellectualisme historique, du savant spectateur, a été inventée par des hommes pleins d'aspirations intellectuelles pour se consoler de l'impuissance sociale et matérielle de la pensée qu'ils servaient (173).» «Ils ont fait de la connaissance un esthétisme moralement irresponsable». La conclusion de Dewey est claire:

Il est faux de dire que tous nos malheurs proviennent d'une absence d'idéal: ils proviennent d'idéaux fallacieux. Et ces idéaux plongent leurs racines dans une monde social qui ignore la science en tant que cette dernière constitue une enquête critique, impartiale, systématique, méthodique, portant sur les conduites opérantes. (186)

Une lecture du monde qui ne contiendrait aucun appui, aucune confiance, sur un point ou sur l'autre, mène donc à l'abandon, au désengagement et à l'inaction. James écrivait dans le même esprit: «son désappointement tragique, à mesure que les expériences s'accumulent, l'éloignera toujours plus de cette réconciliation finale à laquelle certains drames aboutissent souvent eux-mêmes.» (James, 2005:126). La figure du cynique réapparaît donc: il s'agit alors d'un idéaliste fatigué, épuisé par la déception, qui pose un regard cru sur le monde en fonction de critères inatteignables.

Les analyses qualitatives produites par Balme, Marie et Rozenberg soulignent également l'existence de paradoxes semblables. La critique des élus serait d'autant plus forte que l'élection, voire la démocratie, aurait été «sacralisée». «Précisément parce que cette conception est idéalisée, la défiance politique se nourrit du constat d'un écart entre ces principes moraux et le monde politique (Balme, Marie et Rozenberg, 2003, 455).» À partir des récits livrés par les citoyens: «l'homme politique n'est pas perçu comme le garant de ce système, mais comme une perversion ou une menace pour celui-ci» (455). La démocratie contiendrait un paradoxe:

Si le leadership est admis comme une nécessité pratique, il est combattu sur un plan axiologique du fait de l'aspiration égalitariste. C'est bien cette distinction entre le "nous" des citoyens et le "eux" du politique qui est jugée illégitime. Le refus de l'altérité du politique, moralement fondé, sert alors de filtre contribuant

à produire des jugements défiants vis-à-vis du personnel politique, de l'action publique, et dans une moindre mesure des institutions. (455)

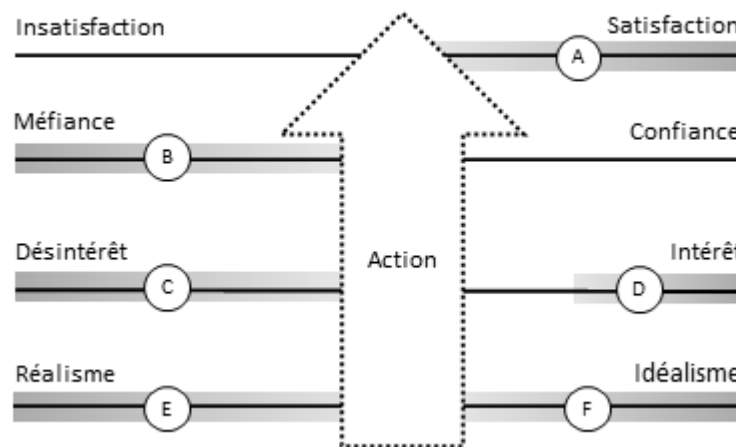
Il y a un indéniable recoupement avec ce que Jasper –cité au départ– avançait. Il faut en effet une insatisfaction pour motiver l'action; celle-ci peut prendre la forme d'un sentiment de mécontentement ou d'indignation, voire de colère. Notre analyse nous montre cependant que si s'ajoute une deuxième colère, celle de la méfiance à l'endroit des processus, le goût d'agir plutôt que d'augmenter encore se contracte vers l'inaction. Il doit y avoir une confiance dans un possible, dans une trajectoire raisonnable et envisageable, pour que l'action se déploie. Le cynisme, inversement, découragerait en effet la protestation en condamnant les espoirs de changement (Jasper, 1998: 406). En peu de mots, trop et trop peu de colère auraient le même effet «déprimant» sur l'action.

En puisant dans les textes de James ou de Dewey, ou dans les analyses plus actuelles, il ressort que notre analyse empirique fondée sur le jeu de trois axes –satisfaction/insatisfaction, confiance/ méfiance, intérêt/ désintérêt– est à la fois confirmée, mais aussi dépassée dans la mesure où elle laisse peut-être dans l'ombre une ultime dimension; celle qui oppose le réalisme et l'idéalisme. S'agit-il d'une «variable cachée», difficilement accessible empiriquement? Probablement. Que cet axe recoupe les axes précédents, c'est aussi fort probable, mais il y a tout lieu de croire qu'il s'en distingue malgré tout. D'une manière complémentaire, on peut avancer qu'un excès d'idéalisme, ou un idéalisme qui est sans lien avec la réalité, est tout autant problématique pour l'action qu'une absence d'idéaux ou une incapacité à envisager autre chose (d'autres possibilités) que le réel existant.

Quand on prend en compte les trois axes déjà travaillés, puis ce quatrième à peine esquissé, il est possible d'aboutir à une schématisation qui complexifie quelque peu le modèle initial. L'action se déploierait entre des zones grises présentes sur chacun des axes. Métaphoriquement, celles-ci «éprouvent» et «malmènent» l'action. La propension à agir apparaît comme un moyen terme qui se fraye tant bien que mal une voie entre des écueils. Ainsi, une satisfaction forte (A) quant au réel conduirait au contentement, donc à l'inaction. Une méfiance (B) envers tous les processus possibles serait tout autant susceptible d'engendrer l'inaction, le repli vers la sphère privée. Le désintérêt (C) ou le manque de curiosité conduirait également à l'inaction. L'action «naviguerait» donc entre ces zones, mais elle doit éviter de s'y «fracasser». Si ces trois premiers écueils ont ici fait l'objet d'une certaine corroboration empirique, les trois autres s'appuient sur les analyses de James et Dewey. Ainsi, paradoxalement, et selon les termes de James surtout, l'intérêt et la curiosité ne peuvent effacer la part d'incertitude propre à l'action sociale et politique. On peut présumer qu'une volonté catégorique de déterminer a priori les effets de l'action (D) pourrait aussi conduire à

l'inaction: «je ne m'engage pas parce que je suis incertain du résultat». Enfin, sur le dernier axe, un réalisme absolu (E), sans propension à imaginer autre chose que le réel conduirait également à l'inaction, tout comme un idéalisme trop marqué (F), sans rapport avec les contraintes du réel. Entre ces ultimes «dangers», la voie de l'action apparaît mieux: elle est manifestement hésitante, vacillante puisqu'elle «frôle» et «frappe», de temps à autre, l'un ou l'autres des écueils, au risque de s'y briser et de provoquer un désengagement.

**Schéma 5: représentation simplifiée des obstacles que l'action rencontre dans son parcours**



Pour boucler la boucle, il convient de revenir de l'autre côté de l'Atlantique et de citer le président américain Barack Obama. Commémorant les événements qui se sont déroulés sur le pont de Selma en mars 1965, au cours desquels la police a blessé plus de 70 militants des droits civiques, il déclarait quarante ans plus tard, sur les lieux de l'événement:

Selma nous enseigne aussi que pour passer à l'action, nous devons nous départir de notre cynisme. Lorsqu'il est question d'une quête de justice, nous ne pouvons nous permettre ni suffisance, ni désespoir. (Obama, 2015)

Et il ajoute, en évoquant le découragement qui pouvait s'imposer suite aux événements de Ferguson, caractérisés par une violence interraciale :

Cette semaine encore, on m'a demandé si le rapport du ministère de la Justice de Ferguson prouvait, en ce qui concerne les origines ethniques, que peu de choses ont changé dans ce pays. J'ai bien compris le sens de cette question : ce que révèle ce rapport se produit malheureusement trop souvent. Ces genres d'abus et de mépris envers les citoyens ne sont pas sans rappeler ceux qui ont donné naissance au Mouvement des droits civiques. Mais quand on dit que rien n'a changé, je ne suis pas d'accord. Les manifestations de Ferguson n'étaient peut-être pas uniques, mais ce n'est plus endémique. Ce n'est plus sanctionné par la loi ou la coutume. Nous ne rendons pas service à la cause de la justice en insinuant que les préjugés et la discrimination sont immuables [...] Dénigrer cette évolution des mentalités, cet avancement si chèrement acquis, serait comme nous déposséder de notre capacité et de la responsabilité qui nous incombe de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rendre l'Amérique meilleure. (Obama, 2015)

La posture du président Obama recoupe nos conclusions empiriques et théoriques: vouloir changer les choses relève d'une insatisfaction, mais si celle-ci se combine au cynisme, elle reste infructueuse et se compromet elle-même. La reconnaissance des progrès déjà réalisés, –soit le méliorisme de Dewey et de James– apparaît à nouveau comme une condition pour l'action.

La colère que les Américains ont manifestée pendant la longue campagne présidentielle de 2016 est-elle donc une anomalie ou annonce-t-elle un changement quant aux déterminants de l'action? La mobilisation politique sera-t-elle dorénavant menée par l'ignorance et la méfiance? Il est évidemment trop tôt pour le dire mais on peut envisager que pour s'enraciner dans le temps et rester hégémoniques des mouvements de ce type –à droite comme à gauche– devront développer forcément un intérêt dans leur électorat, et qu'au fil du temps, l'occupation des lieux de pouvoir les amènera à réintroduire la confiance dans leur rhétorique. L'institutionnalisation de leur colère transformera celle-ci, la rendant plus cognitive et moins émotive. D'une manière homéostatique, l'intérêt et la confiance reprendront probablement peu à peu leur place. C'est du moins le pari que l'on peut faire.



## Bibliographie

BALME, Richard, Jean-Louis MARIE et Olivier ROZENBERG (2003), «Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique: intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10.

BAUBY, Pierre (1991), *L'État-stratège*, Paris, Éditions de l'Atelier.

BLAIS, André et Peter LOEWEN (2011), *Participation électorale des jeunes au Canada*, Élections Canada, ([http://www.elections.ca/res/rec/part/youeng/youth\\_electoral\\_engagement\\_f.pdf](http://www.elections.ca/res/rec/part/youeng/youth_electoral_engagement_f.pdf), consulté le 10 octobre 2010).

CAPPELLA, J. N. et K. H. JAMIESON (1997), *Spiral of Cynicism : The Press and the Public Good*. Oxford University Press, Oxford.

DEWEY, John (2014), *Reconstruction en philosophie*, Paris, Gallimard.

DALTON, Russel J. et Martin P. WATTENBERG (2009), *Parties without Partisans*, Oxford University Press.

DURAND, Claire et André BLAIS (2008), «La mesure», dans *Recherche en sciences sociales, de la problématique à la collecte des données*, (Benoit Gauthier, directeur), Montréal, Presses de l'Université du Québec.

ESQUIRE (2016), «American Rage: The Esquire/NBC News Survey», 3 janvier, (<http://www.esquire.com/news-politics/a40693/american-rage-nbc-survey/>, consulté le 12 novembre 2016).

EUROPEAN SOCIAL SURVEY (2002 À 2014), (<http://www.europeansocialsurvey.org/>) Source des données utilisées.

FOA, Uriel G. et Edna B. FOA (1976), *Resource Theory of Social Exchange, Contemporary Topics in Social Psychology*, John W. Thibaut, Janet T. Spence et Robert C. Carson (direction.), Morristown, NJ: General Learning Press.

GAMBETTA, Diego (1988), «Mafia: the price of distrust», dans *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Diego Gambetta (ed.), Oxford, Blackwell.

GÉLINEAU, François et Alexandre MORIN-CHASSÉ (2009), *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008*, Étude réalisée pour le Directeur

général des élections du Québec, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 1.

GLAESER, E. L., D. I. LAIBSON, J. A. SCHEINKMAN et C. L. SOUTTER (2000), «Measuring trust», *Quarterly Journal of Economics*, 811-846.

GUAY, Jean-Herman, Anthony DESBIENS et Eugénie DOSTIE-GOULET (2014), Le vote des jeunes: les motifs de la participation électorale, *Notes de recherche de Perspective monde*, (<http://dimension.usherbrooke.ca/voute/jeunesparticipationv2.pdf>, consulté le 15 septembre 2016).

GURR, Ted (1970), *Why men rebel*. Princeton, Princeton University Press.

NAJJAR, Hechmi et ZAIEM, Imed, (2011), «L'impact de la satisfaction sur la confiance des consommateurs à l'enseigne de distribution», *Journal of Global Management Research*, juin, 55 (<http://gmjournal.uqam.ca/documents/GMRJ-V7N1-JUN2011-55-65.pdf>, consulté le 11 novembre 2016).

HOUGH, Mike et JACKSON, Jon (2010), «Trust in justice and the European Social Survey», [<http://www.eurojustis.eu/fotoweb/c22.pdf>, consulté le 20 novembre 2016].

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE (INM), *La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois*, Directeur général des élections du Québec, 2012. [[http://inm.qc.ca/Centre\\_doc/2011\\_recherche\\_participation\\_electorale\\_des\\_jeunes.pdf](http://inm.qc.ca/Centre_doc/2011_recherche_participation_electorale_des_jeunes.pdf), consulté le 7 janvier 2017].

JAMES, William (2005), *La volonté de croire*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond.

JAMES, William (2010), *Le pragmatisme*, Paris, Éditions Flammarion - Le Monde.

JASPER, James M. (1998), «The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements», *Sociological Review*, 164, 13.

GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. et PELLOTTA, Francesca (2000), «The Returns of Repressed: The Fall and Rise of Emotions in Social Movement Theory, Mobilization: *An International Journal*, 5, 1.

STRÖMBÄCK, Jesper et Adam SHEHATA (2010), «Media malaise or a virtuous circle? Exploring the causal relationships between news media exposure, political news attention and political interest», *European Journal of Political Research*, 49, 5.

MADLRIEUX, Stéphane (2008), *William James, L'attitude empiriste*, Paris, Presses universitaires de France.

MORGAN, J et B. SHEEHAN (2015), «The Concept of Trust and the Political Economy of John Maynard Keynes, Illustrated Using Central Bank Forward Guidance and the Democratic Dilemma in Europe», *Review of Social Economy*, 73, 1.

NIR, L (2012), «Public Space: How Shared News Landscapes Close Gaps in Political Engagement», *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, vol. 56, 4.

Norris, P. (2000), *A Virtuous Circle : Political Communication in Postindustrial Societies*, Cambridge University Press, Cambridge

OBAMA, Barack, *Discours du président des États-Unis sur la lutte pour les droits civiques, à Selma en Alabama*, (<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=2028>, consulté le 15 octobre 2016)

OLIVER, Richard L. (1997), *Satisfaction: A Behavioral Perspective on the Consumer*, New York, Irwin McGraw-Hill.

OLIVER, Richard L. (1999), «Whence Consumer Loyalty?», *Journal of Marketing*, 63, 33-44.

OLIVER, Richard L. et John E. SWAN (1989), «Customer Perceptions of Interpersonal Equity and Satisfaction in Transactions: A Field Survey Approach», *Journal of Marketing*, 53.

ORTIZ-OSPINA, Esteban et Max ROSER, (2016) – «Trust», *OurWorldInData.org*. (<https://ourworldindata.org/trust>, consulté le 12 novembre 2016).

PASSERON, Jean-Claude (1991), *Le raisonnement sociologique, L'espace non pppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan.

PETRY, François et François GÉLINEAU (2009), *Guide pratique d'introduction à la régression en sciences sociales*, Québec, Presses de l'Université Laval.

PFISTER, Thierry (1990), «Au-delà de la crise du militantisme», *Le Monde diplomatique*, janvier.

POLAVIEJA, Javier G. (2012), «The great recession: Political trust, satisfaction with democracy and attitudes to welfare-state redistribution in Europe» (<http://repec.imdea.org/pdf/imdea-wp2012-08>, consulté le 25 octobre 2016).

REICHERT, F. (2016), «How Internal Political Efficacy Translates Political Knowledge Into Political Participation», *Europe's Journal of Psychology*, 12, 2.

REY, Henri (2006), «Crise du militantisme partisan et démocratie participative», Congrès de l'AISP, 2006 ([http://paperroom.ipsa.org/papers/paper\\_5459.pdf](http://paperroom.ipsa.org/papers/paper_5459.pdf), consulté le 15 novembre 2016).

SANCES, Michael W. et Charles STEWART III (2015), «Partisanship and confidence in the vote count: Evidence from U.S. national elections since 2000», *Electoral Studies*, vol. 40.

SARTRE, Jean-Paul (1973), «Élections, piège à cons», *Les temps modernes*, no 318.

TOURRET, Louise (2015), «Pourquoi les non diplômés ont voté FN», *Slate*, 15 décembre, (<http://www.slate.fr/story/111397/diplomes-front-national>, consulté le 12 novembre 2016).

TRUDEL, Jonathan (2016), «Colères d'Amérique», *L'actualité*, 26 avril (<http://www.lactualite.com/politique/coleres-damerique/>, consulté le 21 octobre 2016).

VINER, Katharine (2016), «How technology disrupted the truth», *The Guardian*, 12 juillet, (<https://www.theguardian.com/media/2016/jul/12/how-technology-disrupted-the-truth>, consulté le 15 novembre 2016).

WARREN, Mark E. (1999), «Democratic theory and trust», dans *Democracy and Trust*, M. E. Warren (ed.). Cambridge, Cambridge University Press.